

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 6 DÉCEMBRE 1912.

Proposition de loi instituant une caisse de pension et de retraite pour les commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police, leurs veuves et orphelins.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

En séance du 28 février 1907, j'ai eu l'honneur de déposer une proposition de loi instituant une caisse de pension et de retraite pour les commissaires et commissaires adjoints de police, leurs veuves et orphelins; elle fut accueillie favorablement en sections. La Section centrale, composée de MM. Mabille, Visart de Bocarmé, Wauwermans, Verhaegen, Mechelynck, Gendebien, se réunit à maintes reprises, discuta longuement, l'admit en principe et nomma M. Verhaegen, rapporteur. Ce dernier entra en relation avec le Ministre de l'Intérieur pour amener un accord entre le Gouvernement et la Section centrale.

Je suis heureux de rendre hommage à MM. les Ministres de l'Intérieur Schollaert et Berryer, qui firent étudier par les services compétents l'importante question qui nous préoccupe depuis plusieurs années.

En juillet 1908, mai 1909 et avril 1910, M. Schollaert envoya des circulaires à MM. les gouverneurs des provinces les priant de mettre à l'étude et de poursuivre la création d'un service de pension en faveur des fonctionnaires et employés communaux, de leurs veuves et orphelins.

En juin 1910, M. Schollaert envoya à tous les conseils provinciaux du pays une circulaire, d'accord avec le Département des Finances, ainsi qu'une étude faite par la Caisse générale d'épargne et de retraite en vue de la création d'une caisse de pension en faveur des fonctionnaires et employés

communaux, de leurs veuves et de leurs orphelins. Il y joignait une brochure contenant les documents essentiels parus jusqu'à ce jour sur cet objet.

En 1911, M. le Ministre Berryer accorda une audience aux intéressés et fit poursuivre les études de cette importante question. A la suite de ces diverses instances, les conseils provinciaux émirent leur avis, les députations permanentes se réunirent, étudièrent ensemble le problème dans son entièreté et transmirent leurs rapports au Département de l'Intérieur. Tel était l'état de la question quand la dissolution intervint.

En vue d'aboutir à une heureuse solution le plus promptement possible et de renouer les négociations entre le Gouvernement et la Section centrale, en vue d'étendre les bienfaits de ces propositions, éventuellement, à tous fonctionnaires communaux, j'ai l'honneur de déposer à nouveau la proposition de loi primitive de 1907.

Il est à noter que le grand-duché de Luxembourg a voté, en 1912, un projet de loi concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et des établissements publics placés sous la surveillance des communes. La Belgique peut-elle rester en arrière? Non, et sous peu, je l'espère, pareille lacune disparaîtra de notre législation.

Certains de nos collègues de la Chambre, se rangeant à une opinion accréditée partout, m'assuraient l'autre jour que les commissaires et officiers de police devenus âgés jouissaient d'une pension de retraite et que même, en cas de décès ou de mort accidentelle, une pension était servie aux veuves et orphelins qui se voyaient privés de leur principal et, bien souvent, unique soutien. Hélas! qu'ils se détrompent, il n'en est malheureusement rien: il n'existe législativement ni caisse de prévoyance ni caisse de pension en faveur de ces intéressants fonctionnaires. Notre attention fut attirée sur cette regrettable lacune par l'appel que l'Association des officiers de police de l'arrondissement de Gand-Ecclloo adressa aux membres du Parlement, le 4 janvier 1905, dans une requête conçue en ces termes:

« 4 janvier 1905.

» MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

» Nous prenons de nouveau la respectueuse liberté de vous adresser la présente requête, certains, cette fois, que vous voudrez bien la prendre en sérieuse considération.

» SEULS, *parmi les fonctionnaires de l'ordre administratif et judiciaire*, les *officiers de police* ont le triste privilège de n'avoir aucune pension à la fin de leur pénible et laborieuse carrière!

» Seuls, parmi tous les employés et agents des services publics, ces fonctionnaires — dont les nombreux et importants services sont parfaitement reconnus — passent toute une existence vouée à la chose publique en se

demandant chaque jour ce qu'ils deviendront lorsque les infirmités ou l'âge avancé les rendront impropres à l'exercice de leurs fonctions!

» Seuls encore, ils ont le constant souci de l'avenir de leur famille, s'ils venaient à succomber avant que leurs enfants ne soient à même de subvenir à leurs besoins et de pourvoir, dans ce cas, aux nécessités matérielles de l'existence de leur pauvre mère!

» Seuls enfin, ils font exception à la règle générale qui permet à la plupart des agents et fonctionnaires publics de chercher dans des cumuls, dans le commerce ou l'industrie, des ressources complémentaires pour assurer un avenir à leur famille!

» Cette situation aussi exceptionnelle qu'unique a, depuis l'organisation politique et administrative de la Belgique, provoqué non seulement de nombreuses réclamations des intéressés, mais, à maintes reprises, l'intervention d'honorables membres de la Législature s'intéressant à cette question et réclamant l'intervention du Gouvernement. Les pétitions se sont amoncelées dans les archives de la Chambre des Représentants et du Sénat; de nombreuses démarches ont été faites auprès des différents Ministres qui se sont succédé, sans obtenir de résultat.

» Aujourd'hui, comme il y a trente ans, les policiers attendent encore qu'on leur rende justice et que le Gouvernement intervienne afin de leur assurer à eux et à leur famille du pain pour leurs vieux jours.

» Nous avons déjà eu l'occasion de citer de nombreux et tristes exemples de la situation faite à d'anciens et dignes officiers de police ayant à leur actif une longue et brillante carrière et se trouvant dans leur vieillesse placés dans une situation des plus précaires! Presque réduits à la mendicité!!

» On peut donc s'étonner à juste titre que l'on n'ait pas, depuis longtemps, fait à ces utiles fonctionnaires une situation convenable, en leur assurant dans toutes les communes des garanties d'avenir. Leurs fonctions sont fatigantes; elles sont souvent dangereuses, notamment lors des crises populaires et industrielles, dans les cas d'incendie, d'inondation, etc.

» Il ne faut pas que ces fonctionnaires — souvent appelés à exposer leur vie — puissent se dire : « Si je laisse une veuve et des orphelins, que deviendront-ils? » Cela n'est pas fait pour donner du courage. Ils en ont cependant, et nous devons dire que jamais nous n'avons vu aucun d'entre eux reculer devant l'accomplissement de son devoir.

» Il arrive aussi qu'un fonctionnaire de police ancien et honorable, subissant les atteintes de l'âge, devienne peu capable de continuer ses fonctions. Le bien du service voudrait qu'il fût remplacé, et l'on recule cependant devant cette nécessité, pour ne pas le mettre dans le besoin.

» Souvent nous avons vu les officiers de police se cotiser pour secourir la veuve d'un de leurs collègues; sans cet acte de générosité, cette veuve se serait trouvée dans le dénuement le plus absolu.

» Cette situation peut-elle perdurer, Monsieur le Représentant, à une époque où l'on s'intéresse tant à la classe ouvrière et au moment où il est

question de la réorganisation de la police rurale? Nous ne le pensons pas, et nous avons la plus grande confiance en l'examen auquel vous voudrez bien vous livrer, et en votre bon cœur comme en votre sollicitude pour les intérêts d'une bonne administration.

» Serviteurs dévoués de la chose publique, nous devons pouvoir nous dire que nous sommes des enfants de la Patrie et que la Patrie sera pour nous et les nôtres une mère soucieuse de mettre ses enfants à l'abri de la misère, quand ceux-ci lui ont donné tout ce que l'on peut attendre d'un homme et d'un fonctionnaire public !

» Qu'il nous soit permis d'ajouter, en terminant, qu'au cours de la séance de la Chambre des Représentants du 5 mars 1886, M. Thonissen, l'honorable Ministre de l'Intérieur, a déjà admis en principe l'institution d'une caisse centrale de prévoyance en faveur des commissaires de police, se basant sur ce que les *commissaires de police ne sont pas des fonctionnaires exclusivement communaux ; qu'ils sont plus spécialement officiers judiciaires et que l'État profite des services qu'ils rendent en cette qualité.*

» Fermement convaincus que cette fois nous obtiendrons satisfaction, nous vous présentons, Monsieur le Représentant, l'assurance de toute notre reconnaissance et l'expression de nos sentiments dévoués.

« Pour la Commission :

» *Les Commissaires et Officiers de Police,*

» POINBEUF, HENRY, HASTIR, BISET, GUILLAUME, BLAISE, GOFFIN, ROCHETTE,
LEROY, KAISE, HUBOT, EVERAERTS,
BOUDART, DELOBBE, SOUPART, ROUSSEAU, MASSET, KIPS, ADAM. »

En séance de la Chambre, le 28 mai 1906 et le 19 décembre 1906, répondant à la question que je lui posais dans le but de savoir si le Gouvernement ne comptait pas bientôt instituer une caisse de pension et de secours pour commissaires et officiers de police, l'honorable Ministre de l'Intérieur disait : « La question soulevée entraîne nécessairement des modifications à la loi organique de la Caisse d'épargne. Elle a fait l'objet des préoccupations du Gouvernement. »

En 1905 et 1906 et, en dernier lieu, à la date du 22 janvier 1907, ayant renouvelé ma question, l'honorable Ministre de l'Intérieur déclarait ce qui suit : « L'institution d'une caisse de pension en faveur des agents communaux (y compris les agents de police), de leurs veuves et orphelins, fait l'objet d'une étude confiée par le Gouvernement à la Caisse générale d'épargne et de retraite. Ce n'est que lorsque cette étude sera terminée qu'il sera possible de déposer éventuellement un projet de loi portant institution d'une semblable caisse. »

Malheureusement, malgré la bonne volonté dont est animé le Gouverne-

ment, malgré le travail auquel s'est livré la Caisse générale d'épargne et de retraite, la solution de la question se fait attendre; on peut dire qu'elle n'a pas avancé d'un seul pas. Entretemps, les commissaires et officiers de police restent privés de tout droit à une pension de retraite, et, s'ils viennent à mourir, même s'ils tombent victimes de leur devoir, leurs veuves et orphelins ne sont pas admissibles à l'obtention d'une pension ou d'un secours.

Il convient de mettre fin à ce déplorable état de choses et de porter remède à cette pénible situation. C'est dans ce but que nous avons déposé une proposition de loi organisant une caisse de prévoyance, de pension et de secours en faveur des commissaires et officiers de police.

Certes, il existe des caisses de mutualités; il y a déjà un certain nombre de villes et de communes qui ont constitué des caisses de pension et de retraite et des caisses de veuves et orphelins, comme le démontre le tableau ci-annexé; mais il y a cependant, d'après nos renseignements non officiels, il est vrai, mais néanmoins aussi exacts que possible, il y a, disons-nous, 274 officiers de police, 488 agents de police et 1,701 gardes champêtres, soit 2,467 officiers de police qui ne sont affiliés à aucune caisse de pension ni de retraite, dont les femmes et enfants n'ont pas droit à un centime de secours ni de pension en cas de décès de ces agents!

Aussi, que voyons-nous? Un grand nombre de commissaires de police restent en fonctions, malgré leur âge avancé ou leurs infirmités, parce que les communes ne veulent pas les pensionner. Parcourez le tableau statistique *B* ci-annexé. On a vu notamment à Borgerhout (Anvers) la veuve d'un digne commissaire de police faire le métier de colporteuse pour pourvoir à son entretien et à celui de ses enfants!! Voici un extrait d'une lettre que j'ai sous les yeux : « M. X... est décédé à Borgerhout le 14 novembre 1884, à l'âge de 46 ans, dont vingt années passées à la police comme agent, officier et commissaire, en activité à Borgerhout. La veuve X..., absolument sans ressources, s'est faite colporteuse, et alors l'on eut le spectacle d'une veuve de commissaire de police, poussant sa charrette dans les rues de la commune et débitant ses marchandises aux passants, ou sonnant aux portes pour les présenter aux habitants. Cette malheureuse femme, respectable entre toutes, a dû essuyer plus d'une injure de la part de ceux qui, du vivant de son époux, n'avaient pas toujours obtenu de celui-ci ce qu'il ne pouvait pas accorder, ou bien encore de ceux qui avaient été l'objet d'une poursuite quelconque. »

Voilà comment fut pensionnée, faute d'institution d'une caisse de secours pour veuves et orphelins, la veuve d'un officier de police ayant vingt années de bons services!

A Maldegem, on a laissé en fonctions jusqu'à l'âge de 78 ans un digne commissaire de police, parce que la commune ne voulait ou ne pouvait, faute de ressources, lui accorder une pension. Voici l'extrait d'une lettre adressée par M. le Procureur du Roi, de Gand, à M. le Procureur général de la Cour d'appel de Gand :

« M. Z..., commissaire de police à Maldegem, est un ancien fonctionnaire

dont la carrière a toujours été irréprochable et dont je n'ai d'ailleurs jamais entendu incriminer le zèle. Aujourd'hui, brisé par l'âge et par la maladie, il n'est plus en état de faire son service, malgré toute la bonne volonté dont il peut être animé. Il importe, en effet, d'observer que la population de Maldegem s'élève (en 1888) à 8,700 habitants qui sont disséminés sur une superficie de 6,275 hectares; que peut-on exiger, dans ces conditions, d'un fonctionnaire âgé de 78 ans, atteint d'une affection chronique de la poitrine? L'heure de la retraite a sonné pour M. Z...; il a mérité un repos, auquel d'ailleurs il aspire, à la condition que la commune de Maldegem se rende compte des obligations auxquelles elle est tenue envers son ancien serviteur, qui, aussi longtemps qu'il est resté valide, n'a jamais marchandé son dévouement. Quelques mois après, le Ministre de l'Intérieur, M. De Volder, obligea le Conseil communal de Maldegem à porter à son budget une allocation annuelle destinée à venir en aide à M. Z... et à lui servir de pension pour les services rendus pendant sa longue carrière. »

Ce brave officier de police était octogénaire et n'avait droit à aucune pension.

Consultez le tableau B, ci-annexé, Messieurs, et vous verrez le grand nombre d'officiers de police, âgés de 70 à 85 ans, qui restèrent en service parce qu'ils n'avaient pas de pension, parce qu'ils n'avaient pas de quoi vivre dans leurs vieux jours après une longue carrière. Et l'on se plaint de la police rurale, de la police dans les petites villes! Mais, a-t-on motif et raison de se plaindre, quand on laisse en fonctions, faute de pouvoir leur servir une pension, des officiers de police âgés de 75, 80 et 85 ans?

Pareille situation ne peut se prolonger plus longtemps. Depuis des années, tout comme pour les secrétaires communaux du pays, une caisse centrale de prévoyance et de pension aurait dû être instituée sous les auspices de l'État. Il est de la dignité du pays, du Parlement, comme du Gouvernement, de prendre les mesures nécessaires afin d'empêcher que des veuves de commissaires de police morts au champ d'honneur ne doivent aller, de porte en porte, tendre la main pour subvenir à leurs besoins et nourrir leurs petits enfants, et afin d'éviter que des commissaires de police âgés de 70, 75, 80 et 85 ans ne restent en fonctions, faute de pouvoir bénéficier d'une pension.

C'est avec confiance que nous soumettons notre proposition à la Législature, qui se fera un devoir, nous n'en doutons pas, de la voter à bref délai. Elle fera ainsi acte d'humanité et de justice.

J. MAENHAUT.

État numérique de la police du Royaume

avec indication du nombre d'officiers, d'agents de police et de gardes champêtres, qui sont affiliés à une caisse de pension et de retraite, ainsi que de ceux qui n'y sont pas et dont la vieillesse et les infirmités ne sont pas assurés.

PROVINCES.	Affiliés à une caisse de pension et de retraite				Non affiliés à une caisse de pension ni de retraite				TOTAL.			OBSERVATIONS.
	Officiers.	Agents de police.	Gardes champêtres.		Officiers.	Agents de police.	Gardes champêtres.		Officiers.	Agents de police.	Gardes champêtres.	
Brabant.	140	4,238	410		44	95	»	184	4,333	410	Il existe en Brabant une caisse de pension provinciale obligatoire pour les gardes champêtres. Il existe une caisse de pension communale à Bruxelles, Cureghem, Litterbeck, Laeken, Louvain, Molenbeek-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode, Schaerbeek et Tivoli.	
Anvers.	73	631	182		26	81	»	99	702	182	Il existe une caisse de pension provinciale, obligatoire pour les gardes champêtres. Il existe une caisse de pension communale à Anvers et Malines.	
Flandre occidentale.	48	188	277		17	52	»	65	240	277	Il existe une caisse de pension provinciale depuis 1837, obligatoire pour les gardes champêtres; les conseils communaux désignent les autres emplois dont les titulaires devront obligatoirement s'y affilier. Il existe une caisse de pension communale à Bruges.	
Flandre orientale.	27	303	131		39	140	210	86	443	341	Il existe une caisse de pension provinciale, instituée en 1901, obligatoire pour les gardes champêtres âgés de moins de 40 ans Il existe une caisse de pension communale à Gand.	
Hainaut.	20	116	6		91	77	631	111	493	637	Il existe depuis 1895 un règlement provincial, non obligatoire pour communes et intéressés, pour faciliter l'affiliation à la Caisse de retraite sous la garantie de l'Etat Il existe une caisse de pension communale à Mons, Charleroi et Tournai.	
Liège.	79	462	638		1	»	»	80	462	638	Il existe depuis 1880 une caisse de pension provinciale; presque tous les policiers, excepté ceux pour lesquels la commune refuse d'intervenir, y sont affiliés Il existe une caisse de pension communale à Liège et Verviers.	
Namur.	12	46	4		17	8	427	29	54	431	Il n'existe pas de caisse de pension provinciale; personne n'y est pensionné, excepté à Namur et Dinant, où il existe une caisse de pension communale	
Limbourg.	»	»	120		6	28	111	6	28	231	Il existe depuis 1902 une caisse de pension provinciale obligatoire pour les gardes champêtres; mais la pension accordée est très minime et l'institution de la caisse de date récente, de sorte que la moitié des agents ou ceux âgés de plus de 40 à 45 ans n'y sont pas affiliés Il n'existe aucune autre caisse de pension dans la province.	
Luxembourg.	»	»	»		13	7	326	13	7	326	Il n'existe aucune caisse de pension, soit provinciale, soit communale, dans le Luxembourg.	
TOTAUX.	399	3,034	4,768		274	488	4,705	673	3,522	3,473 3,522 673	P. S. — A l'exception de la caisse de pension des villes de Bruxelles, Louvain, Anvers, Bruges, Gand, Mons, Charleroi, Liège, Namur et la caisse de pension provinciale de la Flandre occidentale, qui datent depuis 1830 à 1870, toutes les autres sont d'institution très récente; les plus anciennes existent seulement depuis 1890 et 1895.	
TOTAL GÉNÉRAL.											7,668	

Maldegem, le 17 janvier 1907.

Le Commissaire de police, Secrétaire de la Fédération de la Flandre orientale,
J. MOERMANS.

État nominatif des commissaires de police du Royaume

qui ont été maintenus en activité de service, faute de pension, malgré leur âge ou infirmités les mettant dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions.

NUMÉROS D'ORDRE et des pièces à l'appui.	NOMS ET PRÉNOMS.	DATE		LOCALITÉS où ils exerçaient leurs fonctions.	OBSERVATIONS.
		de naissance	de décès ou de démission.		
1	X...	23 octobre 1821	18 mai 1888.	Ath.	Infirmités durant cinq ans; dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.
2	X...	28 février 1824.	»	Avelghem.	Agé de 82 ans. Encore en activité.
3	X...	24 février 1838.	14 novembre 1886.	Bongerhout.	La veuve a dû faire la profession humiliante de colporteuse pour trouver le nécessaire pour elle et ses enfants.
4	X...	15 mai 1837.	15 février 1903.	Braine-l'Alleud.	Pendant deux ans dans l'impossibilité de remplir ses fonctions par suite d'infirmités.
5	X...	3 mars 1817.	20 décembre 1887.	Bouillon.	Infirme et dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.
6	X...	6 juin 1832.	»	Couillet.	Agé de 74 ans. Encore en activité.
7	X...	7 septembre 1808.	11 juin 1876.	Cruyshauteem.	Décédé en fonctions, à l'âge de 68 ans, faute d'une pension.
8	X...	»	»	Châtelineau.	Depuis plusieurs années incapable de faire son service. Décédé en activité.
9	X...	14 mai 1832.	15 août 1901.	Chimay.	Depuis des années incapable d'exercer convenablement ses fonctions et maintenu par humanité; il est mort à l'âge de 70 ans.
10	X...	6 novembre 1802.	24 décembre 1872.	Ecloo.	Resté en activité malgré son âge de 70 ans. Décédé en activité faute de pension.
11	X...	24 décembre 1804.	2 janvier 1889.	Frameries.	Décédé en fonctions à l'âge de 85 ans. Depuis des années incapable d'exercer ses fonctions par suite d'infirmités.
12	X...	26 avril 1809.	3 mars 1889.	Gosselies.	Décédé en activité. Maintenu en fonctions malgré ses infirmités qui l'empêchaient de remplir convenablement son mandat.
13	X...	24 décembre 1803.	21 décembre 1885.	Chlin.	Décédé en activité à l'âge de 80 ans. Malade depuis plusieurs années.
14	X...	7 avril 1843.	24 octobre 1903.	Houdeng-Goegnies.	Décédé en activité. Maintenu en fonctions par humanité, faute de pension.
15	X...	20 septembre 1852.	21 décembre 1891.	Lessines.	Assassiné pendant son service. La veuve et les orphelins n'ont obtenu aucune pension. Sont restés dans la misère.
16	X...	12 décembre 1826.	1 août 1889.	Leeuw-Saint-Pierre.	Pensionné avec un quart de son traitement. Par suite d'âge avancé, il était incapable de continuer ses fonctions.

17	X...	14 mars 1810.	15 octobre 1888.	Maldegem.	Démissionné à l'âge de 78 ans. Depuis des années incapable d'exercer ses fonctions.
18	X...	28 mai 1828.	12 janvier 1892.	Marcinelle.	Démissionné à l'âge de 70 ans. Il se trouvait depuis quelques années dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.
19	X...	5 mars 1812.	8 décembre 1882.	Moorslede.	Décédé en activité. Depuis longtemps il était dans l'impossibilité d'exercer convenablement ses fonctions.
20	X...	10 novembre 1819.	20 décembre 1902.	Molenbeek-Saint-Jean.	Resté en fonctions jusqu'à l'âge de 81 ans. Sans commentaires.
21	X...	22 juillet 1822.	31 mars 1861.	Mouscron.	Pensionné à l'âge de 72 ans.
22	X...	1 ^{er} mars 1818.	27 octobre 1885.	Pâturages.	Décédé en activité. Depuis plusieurs années incapable d'exercer ses fonctions; il fut maintenu en service par humanité.
23	X...	28 août 1815.	1 ^{er} juillet 1888.	Roux.	Démissionné à l'âge de 73 ans. Depuis plus de cinq ans, il était incapable d'exercer ses fonctions. A été maintenu par humanité.
24	X...	2 août 1818.	20 juillet 1898.	Ruysslede.	Décédé en activité à l'âge de 80 ans. Sans commentaires.
25	X...	2 août 1794.	17 mars 1881.	Somergem.	Décédé en activité à l'âge de 87 ans. Par suite d'infirmités, il se trouvait dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions.
26	X...	15 mars 1858.	2 mars 1875.	Sleydinge.	Décédé en activité, après plusieurs années de maladie. Maintenu en fonctions par humanité, faute de pension.
27	X...	25 août 1825.	1 ^{er} décembre 1895.	Saint-Ghislain.	Décédé en activité à l'âge de plus de 70 ans. Infirme depuis plusieurs années et maintenu par humanité.
28	X...	25 mai 1817.	27 novembre 1890.	Saint-Trond.	Décédé en fonctions à l'âge de 73 ans. Maintenu en activité par humanité, malgré la désorganisation complète du service.
29	X...	13 mars 1812.	1 ^{er} juillet 1881.	Tamise.	Démissionné à l'âge de 72 ans, par suite d'infirmités, avec une pension de 1,000 francs.
30	X...	12 juillet 1824.	28 novembre 1891.	Wasmes.	Décédé en fonctions à l'âge de 67 ans. Depuis des années ses infirmités l'empêchaient de remplir convenablement ses fonctions.
31	X...	Né en 1803.	17 février 1881.	Waeschoot.	Démissionné à l'âge de 78 ans, faute de pension.
32	X...	18 octobre 1855.	19 mars 1904.	Witrijck.	Décédé en activité à l'âge de 71 ans. Infirme depuis des années; n'ayant pas de moyens et ne pouvant obtenir de pension, il était forcé de continuer ses fonctions.
33	X...	6 décembre 1815.	28 novembre 1886.	Audenarde.	Décédé en activité. Infirme depuis plusieurs années et maintenu en fonctions par humanité.
34	X...	Né en 1837.	"	Dampremy.	Resté en fonctions, n'ayant pas de pension.
35	X...	Né en 1834.	"	Herve.	Resté en fonctions, n'ayant pas de ressources, la commune ne pouvant lui allouer une pension.

ANNEXE III.

État nominatif des officiers de police du Royaume*actuellement en fonctions, ayant l'âge de 60 ans et au delà.*

NUMÉROS D'ORDRE.	NOMS ET PRÉNOMS.	LOCALITÉS où ils exercent leurs fonctions.	Observations.
1	Compagnie, G.	Beaumont.	Il est à remarquer que tous les commissaires de police trop âgés, infirmes et incapables de remplir convenablement leurs fonctions se trouvent dans les petites villes ou dans les communes; que dans presque toutes ces localités les commissaires sont pour ainsi dire les seuls agents de la police active les agents étant employés aux nombreux devoirs administratifs si multiples de nos jours. On se figure aisément la position de cet officier de police âgé de 60, 70 ou 75 ans, en présence d'un ou de plusieurs délinquants de 20 à 40 ans; même pendant le jour, pourrait-il leur résister dans de telles conditions? On peut en dire autant quand il s'agit de constater un crime ou délit dans les campagnes à des distances respectables du centre de la commune ou de faire des démarches et des recherches exigeant des marches prolongées qui exposent à subir les intempéries des saisons. Il est donc incontestable que dans ces villes et communes le service de la police est nul et sans aucune efficacité.
2	Rousseau, A.	Châtelet.	
3	Vlicbergh	Eernegem.	
4	Colen, J.	Hasselt.	
5	Jacobs, E.	Louvain.	
6	Wijckmans, L.	Morlanwelz-Mariemont.	
7	Cypers	Moll.	
8	Biset, H.	Monceau-sur-Sambre.	
9	Ertel	Nieuport.	
10	Maris	Oostduinkerke.	
11	Tielkens, R.	Ostende.	
12	Henrion, L.	Rochefort.	
13	Veys, Ch.	Roulers.	
14	Leclercq, J.	Seraing-sur-Meuse.	
15	Gauthier, J.-B.	Sivry.	
16	Cruyssart, L.	Saint-Nicolas.	
17	Hubot	Trazegnies.	
18	Van Hemelen	Uccle.	
19	Vanderschaeghe	Wervicq.	

Proposition de loi instituant une caisse de pension et de retraite pour les commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police, leurs veuves et orphelins.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué une caisse de prévoyance, destinée à assurer des pensions et des secours aux commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police, à leurs veuves et à leurs orphelins.

La participation à cette caisse est obligatoire pour tous les commissaires, commissaires de police adjoints et fonctionnaires subalternes de la police, âgés de moins de 50 ans et qui ne contribuent pas à une caisse provinciale ou communale existant actuellement et subventionnée par les communes où ils exercent leurs fonctions.

La participation est facultative pour ceux âgés de 50 ans et plus et ceux qui se trouvent dans un des cas mentionnés ci-dessus. Pour jouir de ces avantages, ils doivent s'engager, dans les six premiers mois de l'organisation de la caisse centrale, à verser annuellement, outre la retenue prescrite au n° 1 de l'article 4, une somme équivalente à la part d'intervention communale, déterminée au n° 3 du même article 4.

Lorsque, au moment de la création de la caisse centrale de prévoyance ou de sa nomination, un commissaire,

Westvoorstel tot instelling van eene pensioenkas voor de politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie, de ondergeschikte politiebeambten, hunne weduwen en weezen.

ARTIKEL 1.

Er wordt eene voorzorgskas ingesteld tot het verzekeren van pensioen en van onderstand aan de politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie, de ondergeschikte politie-beambten, hunne weduwen en weezen.

De deelneming aan deze kas is verplicht voor al de politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie en de ondergeschikte politie-beambten die den leeftijd van 50 jaren niet hebben bereikt en niet storten in eene thans bestaande provinciale of gemeentelijke kas, ondersteund door de gemeenten waar zij hun ambt uitoefenen.

De deelneming is niet verplicht voor degenen, die den leeftijd van 50 jaren en meer hebben bereikt en voor degenen, die zich in een van bovengenoemde gevallen bevinden. Om van die voordeelen te genieten, moeten zij zich, binnen zes maanden na de inrichting der centrale kas, verbinden jaarlijks te storten, boven de afhouding bepaald in n° 1 van artikel 4, eene som gelijkstaande met het deel der bijdrage van de gemeente, zooals is bepaald in n° 3 van hetzelfde artikel 4.

Wanneer, op het oogenblik der instelling van de centrale voorzorgskas, of op dit zijner benoeming, een politie-

commissaire adjoint de police ou fonctionnaire subalterne de la police fait ou a fait partie de l'armée, de la gendarmerie ou du personnel d'une administration provinciale ou communale où il existe une caisse de pension et de retraite, il est admis à faire valoir, à charge de la caisse centrale, toutes les années de service passées dans ces diverses administrations.

Les droits des affiliés auxdites caisses de pension seront régularisés et leurs comptes liquidés et versés dans la caisse centrale, à condition formelle d'en transmettre au Gouvernement la déclaration écrite avant l'expiration du premier semestre et de s'obliger, le cas échéant, à subir pour chaque année rétroactive une retenue égale à la différence en moins à laquelle son traitement aurait été précédemment assujéti dans lesdites administrations.

ART. 2.

Le Gouvernement a la direction générale de la caisse.

Il en place les fonds en rentes sur l'État ou en obligations du Trésor.

La députation permanente est chargée, dans chaque province, de veiller à ce que les retenues et les versements se fassent régulièrement et en temps utile.

ART. 3.

Les pensions et secours sont accordés par arrêté royal, la Députation permanente et le conseil communal préalablement entendus.

commissaris, een adjunct-commissaris van politie of een ondergeschikt politie-beambte deel uitmaakt of deel heeft uitgemaakt van het leger, van de gendarmerie of van het personeel van een provinciaal bestuur of van een gemeentebestuur, waar eene pensioenkas bestaat, mag hij, ten laste van de centrale kas, al de dienstjaren doen gelden die hij in deze verschillende besturen heeft doorgebracht.

De rechten van degenen, die bij genoemde pensioenkassen zijn aangesloten, worden geregeld en hunne rekeningen aangezuiverd en de gelden gestort in de centrale kas, op uitdrukkelijke voorwaarde dat daarvan de schriftelijke aangifte, vóór het einde van het eerste halfjaar, worde gestuurd aan de Regeering en de belanghebbenden zich, bij voorkomend geval, verbinden tot het laten afhouden, voor elk vroeger jaar, van eene som gelijk aan het afgetrokken verschil waaraan hunne wedde voorgaandelijk onderhevig ware geweest bij gezegde besturen.

ART. 2.

Het algemeen bestuur der kas hoort aan de Regeering toe.

Zij belegt de fondsen in Staatsrenten of in schuldbrieven van de Schatkist.

In elke provincie zorgt de bestendige deputatie er voor, dat de afhoudingen en de stortingen regelmatig en ten behoorlijke tijde geschieden.

ART. 3.

De pensioenen en de hulpgelden worden bij koninklijk besluit verleend, de bestendige deputatie en den gemeenteraad vooraf gehoord.

ART. 4.

Les ressources ordinaires de la caisse consistent en :

1° Une retenue de 4 % à opérer sur le traitement des commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police participants et qui touchent, émoluments compris, moins de 3,000 francs par an.

4.50 % pour ceux qui touchent 3,000 francs et au delà; 5 % pour ceux qui touchent 4,000 francs et au delà.

2° La retenue du premier mois de traitement du participant qui est nouvellement nommé dans une commune, le premier mois de toute augmentation de traitement, les vacances d'emplois et le produit des punitions disciplinaires.

3° Un subside des communes qui n'interviennent actuellement dans aucune caisse de prévoyance, égal à 4 % du traitement que chacune d'elle alloue pour l'emploi de commissaire ou commissaire adjoint de police ou fonctionnaire subalterne de la police, à porter annuellement à leurs budgets;

4° Un subside annuel de l'État, égal à 2 % de la somme totale des traitements des commissaires et commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police du Royaume participant à la caisse centrale;

5° Un subside de toutes les provinces, égal à 1 % des traitements de leurs commissaires et commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police du Royaume participant à la caisse centrale, à porter annuellement à leurs budgets.

ART. 4.

De gewone middelen van de kas bestaan uit :

1° Eene korting van 4 t. h. op de jaarwedde van de algemeene politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie en ondergeschikte politie-beambten die, bijwinsten medegerekend, minder dan 3,000 frank per jaar trekken.

4.50 t. h. voor hen, die 3,000 frank trekken en daarboven; 5 t. h. voor hen, die 4,000 frank trekken en daarboven.

2° De korting op de eerste maand jaarwedde van den deelnemer die pas in eene gemeente is benoemd, de eerste maand van elke verhooging van jaarwedde, het onbezet zijn van plaatsen en de opbrengst van tuchtstraffen.

3° Eene toelage van de gemeenten, gelijk aan 4 t. h. van de jaarwedden die zij aan haren politie-commissaris, adjunct-commissaris van politie en ondergeschikte politie-beambte toekennen en op hare jaarlijksche begrootingen te brengen, voor zooveel zij op dit oogenblik in geene andere voorzorgskas ten bate van deze ambtenaren tusschenkomen;

4° Eene jaarlijksche toelage van den Staat, gelijk aan 2 t. h. der totale som van de jaarwedde der politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie en ondergeschikte beambten van de politie des Rijks, aan de centrale kas deelnemende;

5° Eene toelage van al de provinciën, gelijk aan 1 t. h. van de jaarwedde hunner politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie en ondergeschikte beambten van de politie des Rijks, aan de centrale kas deelnemende, te brengen op hunne jaarlijksche begrootingen.

ART. 5.

Les retenues opérées restent acquises à la caisse.

En cas de suppression de l'emploi, elles sont restituées au titulaire qui en fait la demande.

ART. 6.

Si les ressources de la caisse sont reconnues insuffisantes, ou s'il est constaté qu'elles excèdent le capital indispensable pour mettre les participants à l'abri de toute perte, les retenues annuelles peuvent être augmentées ou réduites par arrêté royal, pris sur l'avis des députations permanentes; mais les subventions des communes, de l'État et des provinces restent invariablement fixées aux taux respectifs déterminés par la présente loi.

Dans aucun cas, les retenues sur les traitements ne peuvent dépasser 5 %, 5,50 % ou 6 %, suivant les distinctions établies au n° 4 de l'article 4.

ART. 7.

Ont droit à la pension :

1° Les commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires adjoints de la police âgés de 60 ans révolus comptant trente ans de service et qui, pendant ce laps de temps, ont participé à la caisse;

2° Les commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires adjoints de la police, quel que soit leur âge, ayant participé pendant dix ans au moins à la caisse, lorsque leur place est supprimée, ou qu'ils se trouvent pour

ART. 5.

De eenmaal gedane stortingen blijven de kas toebehooren.

Ingeval van afschaffing van betrekking, worden zij aan den storter, die dit aanvraagt, terugbetaald.

ART. 6.

Worden de middelen der kas ontoereikend bevonden, of is het bewezen dat zij het kapitaal overschrijden, noodzakelijk vereischt om de deelnemers tegen elk verlies te vrijwaren, dan kunnen de jaarlijksche bijdragen worden verhoogd of verminderd bij koninklijk besluit, genomen op advies van de bestendige deputatiën; doch de toelagen van de gemeenten, van den Staat en van de provinciën blijven onveranderlijk bepaald op het voor elk hunner bij deze wet vastgesteld bedrag.

In geen geval mogen de kortingen op de jaarwedden te boven gaan 5 %, 5,50 % of 6 %, volgens het onderscheid gemaakt in n° 4 van artikel 4.

ART. 7.

Hebben recht op pensioen :

1° De politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie en de ondergeschikte politie-beambten die den vollen leeftijd van 60 jaren hebben bereikt, meer dan dertig jaren dienst tellen en, gedurende dat tijdsverloop, hebben deel genomen aan de kas;

2° De politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie en de ondergeschikte politie-beambten die, welke ook hun ouderdom zij, gedurende tien jaren hebben deel genomen aan de kas, indien hunne betrekking

toujours, par suite d'infirmité dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions.

Dans ces cas, ils auront droit à $\frac{1}{4}$ de leur traitement augmenté de $\frac{1}{55}$ par année de service au delà de cinq ou dix ans.

La condition de dix années est réduite à cinq si les infirmités dont le commissaire, le commissaire adjoint de police ou les fonctionnaires subalternes de la police sont atteints proviennent de l'exercice de ses fonctions; aucune durée de participation n'est même fixée si le commissaire, le commissaire adjoint de police ou les fonctionnaires subalternes de la police ont été mis dans l'impossibilité de continuer ses fonctions ou de les reprendre, par suite de blessures ou d'accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Dans ces cas, ils auront droit à une pension égale à la moitié de leur traitement ou pourront faire valoir vingt-cinq ou trente années de service, à raison de $\frac{1}{55}$ de leur traitement par année de service;

3° Les veuves des commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police décédés après cinq années de participation à la caisse lorsque leur mariage a duré au moins trois ans, ou lorsqu'il existe, soit un, soit plusieurs enfants issus de ce mariage;

4° Les enfants mineurs, légitimes ou légitimés, orphelins de père et de mère, lorsque le commissaire, le commissaire adjoint de police ou les fonctionnaires subalternes de la police sont décédés après cinq ans de participation à la caisse.

Les veuves et orphelins du partici-

wordt afgeschaft of indien zij, ten gevolge van gebrekkelijkheid; voor altijd in de onmogelijkheid verkeerden hun ambt waar te nemen.

In die gevallen hebben zij recht op $\frac{1}{4}$ van hunne wedde, verhoogd met $\frac{1}{55}$ per jaar dienst boven de vijf of tien jaren.

Het beding van tien jaren wordt verminderd tot vijf, indien de gebrekkelijkheid, waarmede de politie-commissaris, de adjunct-commissaris of de ondergeschikte politie-beambten behept zijn, het gevolg is van de uitoefening van hunne betrekking; zelfs wordt geen duur van deelneming bepaald, indien de politie-commissaris, de adjunct-commissaris van politie of de ondergeschikte politie-beambten in de onmogelijkheid zijn gesteld hun ambt voort te zetten of het te hervatten ten gevolge van verwondingen of ongevallen voorgekomen bij het uitoefenen of naar aanleiding van het uitoefenen van hun ambt.

In deze gevallen hebben zij recht op een pensioen gelijk aan de helft van hunne wedde, of kunnen zij vijf en twintig of dertig jaren dienst doen gelden, in evenredigheid van $\frac{1}{55}$ van hunne wedde per dienstjaar;

3° De weduwen der politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie en ondergeschikte politie-beambten die zijn overleden na vijf jaren deelneming aan de kas, wanneer hun huwelijk een duur had van ten minste drie jaren, of wanneer er bestaan één of meer kinderen, uit dat huwelijk geboren;

4° De minderjarige kinderen, wettige of onwettige, die beide ouders hebben verloren, wanneer de politie-commissaris, de adjunct-commissaris van politie of de ondergeschikte politie-beambten zijn overleden na vijf jaren deelneming aan de kas.

De weduwen en weezen van den deel-

pant qui aura péri par suite de blessures reçues, ou d'accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, auront droit à la moitié de la pension du participant, calculée à raison de vingt-cinq ou trente années de service, indépendamment de toute durée de la participation ou de mariage du défunt.

ART. 8.

Les pensions des participants sont liquidées à raison, pour chaque année de contribution à la caisse, de $\frac{1}{55}$ de la moyenne du traitement qui a été assujetti à la retenue annuelle pendant les cinq dernières années.

ART. 9.

Les pensions des veuves sont fixées d'après les bases suivantes :

1° Pour la veuve du participant décédé sans laisser d'enfant mineur, la moitié de la pension à laquelle son mari aurait eu droit au moment de son décès, ou la moitié de la pension liquidée si le mari est mort pensionné;

2° Pour la veuve qui a un ou plusieurs enfants mineurs issus de son mariage avec le participant, la même pension augmentée d'un sixième à raison de chaque enfant, tant qu'il n'a pas accompli sa dix-huitième année. Toutefois, la pension de la veuve ne peut en aucun cas être portée à un taux plus élevé que celle du mari.

La pension de la veuve qui se remarie

nemer die sterft tengevolge van verwondingen welke hij heeft ontvangen of van ongevallen hem overkomen bij de uitoefening of naar aanleiding van zijn ambt, hebben recht op de helft van het pensioen van den deelnemer, berekend naar evenredigheid van vijf en twintig of dertig jaren dienst, buiten elken duur van de deelneming of van het huwelijk van den overledene.

ART. 8.

De pensioenen der deelnemers worden bepaald, voor elk jaar deelneming aan de kas, naar evenredigheid van $\frac{1}{55}$ van het gemiddeld bedrag der jaarwedde die, gedurende de laatste vijf jaren, aan de jaarlijksche afhouding was onderworpen.

ART. 9.

De pensioenen der weduwen worden naar de volgende grondslagen vastgesteld :

1° Voor de weduwe van den deelnemer die is overleden zonder een minderjarig kind na te laten : de helft van het pensioen waarop haar echtgenoot recht zou hebben gehad op 't oogenblik van zijn overlijden, of de helft van het uitgekeerd pensioen indien de echtgenoot is overleden nadat hij op pensioen werd gesteld;

2° Voor de weduwe, die één of meer minderjarige kinderen heeft, uit haar huwelijk met den deelnemer geboren, hetzelfde pensioen, verhoogd met een zesde voor elk kind, zoolang het niet zijn volle achttiende jaar heeft bereikt. Echter kan het pensioen der weduwe in geen geval worden gebracht op een hooger bedrag dan dit van den man.

Het pensioen van de weduwe, die

est réduite de moitié si elle n'a pas d'enfants de son mariage avec le participant, ou si ses enfants sont majeurs. La pension cesse entièrement si la veuve a un ou plusieurs enfants mineurs, et dans ce cas ceux-ci ont droit à la pension comme s'ils étaient orphelins de père et de mère.

ART. 10.

La pension des orphelins du participant se répartit entre eux sans distinction de lits et est fixée d'après les bases suivantes :

1° Pour un orphelin seul, le tiers de la pension du père;

2° Pour deux orphelins, la moitié;

3° Pour trois orphelins, les trois quarts;

4° Pour quatre orphelins et au delà, la totalité.

Si le père n'était pas pensionné, la pension des orphelins sera liquidée d'après les bases établies à l'article 9 et répartie dans la proportion ci-dessus indiquée.

ART. 11.

Lorsqu'un orphelin pensionné meurt ou lorsqu'il accomplit sa dix-huitième année, la pension des orphelins restants est révisée, conformément à l'article précédent.

ART. 12.

Lorsqu'un commissaire, commissaire adjoint de police ou fonctionnaire subalterne de la police meurt laissant des orphelins issus d'un premier mariage et

hertrouwt, wordt met de helft verminderd indien zij uit haar huwelijk met den deelnemer geene kinderen heeft, of indien hare kinderen meerderjarig zijn. Het pensioen houdt geheel op, indien de weduwe één of meer minderjarige kinderen heeft en, in dit geval, hebben dezen recht op het pensioen als waren zij vader- en moederloos.

ART. 10.

Het pensioen der weezen van den deelnemer wordt, zonder onderscheid van huwelijk, onder hen verdeeld en vastgesteld naar de volgende grondslagen :

1° Voor een eenige wees : het derde van het pensioen van den vader;

2° Voor twee weezen : de helft;

3° Voor drie weezen : de drie vierden;

4° Voor vier weezen en meer : het gansche pensioen.

Was de vader niet op pensioen gesteld, dan wordt het pensioen der weezen bepaald naar de grondslagen vastgesteld in artikel 9 en verdeeld naar de hierboven aangeduide verhouding.

ART. 11.

Wanneer eene pensioengenietende wees sterft of zijn volle achttiende jaar bereikt, wordt het pensioen der overblijvende weezen herzien, overeenkomstig het vorig artikel.

ART. 12.

Wanneer een politie-commissaris, een adjunct-commissaris van politie of een ondergeschikte politie-beambte sterft, nalatende weezen uit een eerste huwe-

une veuve, la moitié de la pension de cette dernière leur est attribuée.

Après sa mort, la répartition se fait, s'il y a lieu, entre les orphelins des deux lits, d'après l'article 11.

ART. 13.

Aucune pension ne peut excéder les trois quarts de la somme qui a servi de base à la liquidation.

ART. 14.

N'ont aucun droit à la pension :

1° La femme divorcée;

2° Celle qui épouse un commissaire, un commissaire adjoint de police pensionné ou un fonctionnaire subalterne de la police pensionné;

3° Les enfants issus du mariage contracté par le père après sa mise à la retraite.

ART. 15.

La démission ou la révocation d'un commissaire, commissaire adjoint de police ou un fonctionnaire subalterne de la police le prive de ses droits à la pension dans la commune où il exerçait son emploi.

Toutefois, le commissaire, commissaire adjoint de police ou le fonctionnaire subalterne de la police démissionnaire, révoqué, ou dont l'emploi aurait été supprimé, peut être autorisé à conserver les titres qu'il avait acquis, en souscrivant, dans les six mois, l'engagement de continuer à acquitter

lijk geboren en eene weduwe, wordt hun de helft van het pensioen van laatstgenoemde toegekend.

Na haren dood, geschiedt de verdeling, indien er grond voor is, onder de weezen der twee huwelijken, ingevolge artikel 11.

ART. 13.

Geen pensioen mag de drie vierden van de som, tot grondslag aan de uitkeering dienende, te boven gaan.

ART. 14.

Hebben geen recht op pensioen :

1° De uit den echt gescheiden vrouw;

2° De vrouw die een huwelijk aangaat met een op pensioen gesteld politie-commissaris, adjunct-commissaris van politie of ondergeschikt politie-beambte;

3° De kinderen, geboren uit een huwelijk door den vader aangegaan nadat hij op pensioen was gesteld.

ART. 15.

Het ontslag of de afzetting van een politie-commissaris, van een adjunct-commissaris van politie of van een ondergeschikt politie-beambte berooft hem van zijne rechten op pensioen in de gemeente waar hij zijn ambt uitoefende.

Echter kan de politie-commissaris, de adjunct-commissaris van politie of de ondergeschikte politie-beambte, die zijn ontslag nam, die werd afgezet of wiens ambt werd afgeschaft, worden gemachtigd zijne verworven rechten te behouden door, binnen zes maanden, de verbintenis aan te gaan jaarlijks te

annuellement une somme égale à la retenue ordinaire qu'il subissait en dernier lieu. En cas d'inexécution de cette obligation, l'autorisation est annulée, et les sommes antérieurement versées restent acquises à la caisse.

La demande d'autorisation sera adressée à la députation permanente, qui statuera, le Conseil communal entendu.

Dans aucun cas, cette pension ne pourra être supérieure à celle qui serait attribuée au commissaire ou commissaire adjoint de police ou fonctionnaire subalterne de police, à raison de trente années de service.

ART. 16.

La condamnation à une peine infamante emporte la déchéance de la pension ou du droit à l'obtenir.

La pension sera accordée ou rétablie en cas de réhabilitation du condamné; elle pourra l'être en cas de grâce, le tout sans rappel pour les quartiers échus.

Dans le cas prévu par le § 1^{er}, la femme et les enfants mineurs du condamné auront droit à une pension équivalente à celle qu'ils auraient reçue de la caisse si le condamné était décédé. Cette pension cessera si le condamné en obtient une, ou le rétablissement de celle dont il jouissait avant sa condamnation.

ART. 17.

Les pensions ou les quartiers de pensions ne peuvent être saisis ou cédés

blijven storten eene som gelijk aan de gewone afhouding hem in den laatsten tijd opgelegd. Ingeval van niet-uitvoering van deze verplichting, wordt de machtiging ingetrokken en de vroeger gestorte sommen blijven aan de kas toebehooren.

De aanvraag om machtiging wordt gericht tot de bestendige deputatie; deze doet uitspraak, den gemeenteraad gehoord.

In geen geval mag dat pensioen hooger gaan dan het pensioen aan den politie-commissaris, den adjunct-commissaris van politie of den ondergeschikten politie-beambte toegekend naar evenredigheid van dertig jaren dienst.

ART. 16.

De veroordeeling tot eene onteerende straf heeft ten gevolge de vervallenverklaring van het pensioen of van het recht een pensioen te bekomen.

Ingeval de veroordeelde weer in eer en rechten is hersteld, wordt het pensioen verleend of opnieuw toegekend; dat kan eveneens geschieden in geval van genade, dit alles zonder de verschenen termijnen te kunnen vorderen.

In het geval voorzien bij het 1^e lid, hebben de vrouw en de minderjarige kinderen van den veroordeelde recht op een pensioen gelijk aan het pensioen dat zij van de kas zouden gekregen hebben indien de veroordeelde was overleden. Dit pensioen houdt op, indien de veroordeelde er een bekomt of opnieuw bekomt het pensioen dat hij vóór zijne veroordeeling genoot.

ART. 17.

De pensioenen of de termijnen van pensioen mogen slechts in beslag wor-

que jusqu'à concurrence d'un tiers pour les causes exprimées aux articles 203, 205, 206 et 214 du Code civil.

ART. 18.

Des secours temporaires, dont la durée ne dépassera pas cinq ans, peuvent être accordés, par arrêté royal, dans des cas graves et exceptionnels, à des commissaires, commissaires adjoints de police, fonctionnaires subalternes de la police, veuves ou orphelins non pensionnés, sans qu'ils puissent être supérieurs à la pension qui leur serait respectivement attribuée à raison de vingt années de service.

ART. 19.

Les commissaires, commissaires adjoints de police ou fonctionnaires subalternes de la police en fonctions, affiliés à la caisse centrale dès le début de son organisation, sont admis à faire valoir, jusqu'à concurrence de quinze années, leurs services antérieurs accomplis dans la police, gendarmerie ou autres services publics, à la condition formelle d'en transmettre au Gouvernement la déclaration écrite avant l'expiration du premier semestre, et de s'obliger à subir, pour chaque année rétroactive, une retenue fixée au n° 1 de l'article 4, calculée sur le traitement dont ils jouissaient au moment de la déclaration.

Le montant de ce qui sera dû de ce chef sera prélevé successivement, en ajoutant à chaque retenue ordinaire une seconde retenue de 4 % calculée pour services antérieurs, conformément au § 1^{er}.

den genomen of afgestaan tot het bedrag van een derde, wegens de oorzaken opgegeven in de artikelen 203, 205, 206 en 214 van het Burgerlijk Wetboek.

ART. 18.

Tijdelijke onderstand, waarvan de duur vijf jaren niet mag overschrijden, kan, bij koninklijk besluit, in ernstige en uitzonderlijke gevallen, worden verleend aan niet-gepensionneerde politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie, ondergeschikte politie-beambten, weduwen of wezen, zonder dat die onderstand hooger moge gaan dan het pensioen dat hun onderscheidenlijk zou worden toegekend naar evenredigheid van twintig jaren dienst.

ART. 19.

De politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie of de ondergeschikte politiebeambten die bij de centrale kas zijn aangesloten sedert het begin harer inrichting, mogen doen gelden, voor een tijdsverloop van vijftien jaren, hunne vroegere diensten bij de politie, de gendarmerie of andere openbare instellingen, op uitdrukkelijke voorwaarde dat de schriftelijke aangifte daarvan, vóór het einde van het eerste halfjaar, worde gestuurd aan de Regeering en dat de belanghebbenden zich verbinden tot het laten afhouden, voor elk vroeger jaar, van het percent bepaald in n° 1 van artikel 4, berekend naar de jaarwedde door hen genoten op 't oogenblik der aangifte.

Het bedrag van het uit dien hoofde verschuldigde wordt achterevolgens afgehouden, terwijl men bij elke gewone afhouding eene tweede afhouding van 4 t. h. voegt, berekend, voor vroegere diensten, overeenkomstig het eerste lid.

Il est libre aux commissaires, commissaires adjoints de police ou fonctionnaires subalternes de la police, de payer, soit immédiatement, soit en cumulant plusieurs années, soit par année, le montant des retenues pour les quinze années de services antérieurs,

Si, au moment où la pension doit prendre cours, les redevances des quinze années ne sont pas entièrement acquittées, elles peuvent l'être en une fois ou successivement, et les redevances acquittées entrent seules en ligne de compte pour déterminer le nombre des années de service et le taux de la pension.

Si les redevances encore dues ne sont acquittées que postérieurement à la première liquidation de la pension, une nouvelle liquidation n'aura lieu qu'après le paiement intégral de toutes les redevances.

ART. 20.

Une somme de 20,000 à 25,000 francs est attribuée à la caisse centrale à titre de dotation.

ART. 21.

Il sera pris par arrêté royal, en exécution et en conformité de la présente loi, toutes les dispositions complémentaires qu'exigent l'organisation et le service de la caisse centrale.

Le même arrêté fixera la date du commencement de ces opérations.

Het staat den politie-commissarissen, den adjunct-commissarissen van politie of den ondergeschikte politie-beambten vrij te betalen, hetzij onmiddellijk, hetzij verscheidene jaren samenvoegende, hetzij per jaar, het bedrag van de afhoudingen voor de vijftien jaren vroegere diensten.

Indien, op het oogenblik dat het pensioen een aanvang moet nemen, de stortingen voor de vijftien jaren niet volkomen gedaan zijn, dan mogen zij ineens of achtereenvolgens geschieden, en de gedane stortingen komen alleen in aanmerking tot het bepalen van het getal dienstjaren en van het bedrag van het pensioen.

Worden de verschuldigde sommen slechts bij de eerste uitkeering van het pensioen gestort, dan wordt met eene nieuwe uitkeering gewacht tot dat de geheele storting van het verschuldigde heeft plaats gehad.

ART. 20.

Aan de centrale kas wordt, als dotation, eene som van 20,000 tot 25,000 frank toegekend.

ART. 21.

Ter uitvoering van en overeenkomstig deze wet zal een koninklijk besluit al de aanvullende maatregelen nemen tot inrichting en werking van de centrale kas.

Hetzelfde besluit bepaalt den dag waarop deze verrichtingen een aanvang nemen.

JULES MAENHAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 6 DECEMBER 1912.

Wetsvoorstel tot instelling van eene pensioenkas voor de politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie, de ondergeschikte politie-beambten, hunne weduwen en weezen.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Den 28^e Februari 1907 had ik de eer een wetsvoorstel in te dienen tot instelling van eene pensioenkas voor de commissarissen en de adjunct-commissarissen van politie, hunne weduwen en weezen. Het vond een goed onthaal in de afdeelingen. De Middenafdeeling, bestaande uit de heeren Mabilie, Visart de Bocarmé, Wauwermans, Verhaegen, Mechelynck, Gendebien, vergaderde herhaaldelijk, besprak het wetsvoorstel op breedvoerige wijze, nam dit in beginsel aan en benoemde den heer Verhaegen tot verslaggever. Deze stelde zich in betrekking tot den Minister van Binnenlandsche Zaken om te trachten een akkoord te treffen tusschen de Regeering en de Middenafdeeling.

Ik acht mij gelukkig hulde te brengen aan de heeren Schollaert en Berryer die, als Minister van Binnenlandsche Zaken, de belangrijke kwestie, welke ons sedert verscheidene jaren bezig houdt, door de betrokken diensten hebben doen bestudeeren.

In Juli 1908, in Mei 1909 en in April 1910 zond de heer Schollaert rondgaande brieven aan de heeren gouverneurs der provinciën tot bestudeering en invoering van eene pensioenwet ten bate van de gemeentelijke ambtenaren en bedienden, van hunne weduwen en weezen.

In Juni 1910 stuurde de heer Schollaert, in gemeen overleg met het Departement van Financiën, een omzendbrief aan al de provinciale raden van het land, en tevens eene studie gedaan door de Algemeene Spaar- en

Lijfrentekas met het oog op de instelling van eene pensioenkas ten bate van de ambtenaren en bedienden der gemeenten, van hunne weduwen en weezen. Daaraan voegde hij een vlagschrift toe waarin voorkomen de meest onontbeerlijke stukken die tot heden zijn verschenen over deze zaak.

In 1911 verleende de heer Minister Berryer gehoor aan de belanghebbers en deed de studiën over dit gewichtig punt voortzetten. Door zijn aandringen, brachten de provinciale raden hun advies uit, de bestendige deputatiën vergaderden, bestudeerden te samen het vraagstuk in zijn geheel en deden hunne verslagen worden aan het Departement van Binnenlandse Zaken. Zoo deed de kwestie zich voor, toen de ontbinding der Kamers plaats had.

Ten einde, zoo spoedig mogelijk, tot eene gelukkige oplossing te komen en de onderhandelingen met de Regeering weer aan te knopen, opdat, bij voorkomend geval, deze voorstellen konden worden uitgestrekt tot alle gemeenteambtenaren, heb ik de eer het oorspronkelijk wetsvoorstel van 1907 opnieuw over te leggen.

Er dient aangestipt dat, in 1912, het Groothertogdom Luxemburg een wetsontwerp heeft aangenomen betreffende de stichting van een voorzorgskas ten bate van de ambtenaren en bedienden der gemeenten en der openbare instellingen, staande onder het toezicht van de gemeenten. Zal België geen gelijken tred met Luxemburg houden? Het zal, hopen wij, weldra die in onze wetgeving bestaande leemte aanvullen.

Sommige onzer medelieden van de Kamer, zich vereenigend met eene alom gevestigde meening, verzekerden mij dezer dagen dat de commissarissen en de officieren van politie in hun ouden dag pensioen genieten, en dat zelfs, bij hun overlijden of verongelukken, pensioen wordt verstrekt aan de weduwen en weezen, die hun voornaamsten, vaak eenigen steun moeten derven. Zij hebben het ongelukkig mis : krachtens de wet bestaat er voorzorgs- noch pensioenkas voor deze verdienstelijke ambtenaren. Op deze betreurenswaardige leemte werd onze aandacht gevestigd door den oproep dien de Vereeniging der politieofficieren in het arrondissement Gent-Eekloo op 4 Januari 1905 tot de Parlementsleden richtten, in een aldus luidend verzoekschrift :

4 Januari 1905.

MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

« Andermaal nemen wij de vrijheid U een verzoekschrift te sturen, met de overtuiging dat het U behagen zal het ditmaal ernstig in overweging te nemen.

De officieren van politie genieten het treurige voorrecht dat zij de EENIGEN zijn onder de ambtenaren bij het bestuur en bij de rechtbanken, die geen pensioen genieten na afloop van hunne lastige, moeilijke loopbaan !

Onder al de bedienden en beambten der openbare diensten, zijn deze ambtenaren — wier talrijke en gewichtige diensten ten volle worden erkend

— de eenigen die een gansch leven toewijden aan het algemeen welzijn en zich toch iederen dag moeten afvragen wat er van hen worden moet, wanneer gebrekkelijkheid of hooge leeftijd ze ongeschikt maakt tot het vervullen van hun ambt !

Eveneens zijn ze de eenigen die gestadig in onzekerheid verkeeren over het lot hunner familie, moesten zij sterven vóórdát hunne kinderen in staat zijn voor eigen behoeften te zorgen en desnoods te voorzien in de stoffelijke behoeften hunner arme moeder !

Eindelijk, zij alleen maken uitzondering op den algemeenen regel, die aan meest alle openbare beambten en ambtenaren veroorlooft in het uitoefenen van handel of nijverheid bijwinst te zoeken om de toekomst van hun gezin te verzekeren !

Deze zoo uitzonderlijke als onrechtvaardige toestand verwekte, sedert de inrichting van België op staatkundig en administratief gebied, niet enkel talrijke klachten vanwege de belanghebbenden, maar gaf ook herhaaldelijk aanleiding tot het optreden van achtbare leden der Kamers, die, in hunne bezorgdheid om deze zaak, vroegen dat de Regeering tusschenbeide zou komen. De verzoekschriften bleven opgehoopt liggen in het archief van Kamer en Senaat; herhaalde stappen werden gedaan bij de verschillende Ministers die aan het bewind waren, doch zonder uitslag.

Heden ten dage, evenals dertig jaar geleden, wachten de politieofficiëren nog steeds op hetgeen hun rechtvaardig toekomt en op de maatregelen van Staatswege te nemen om aan hen en hun gezin het bestaan voor hun ouden dag te verzekeren.

Reeds vroeger vonden wij gelegenheid om talrijke treurige voorbeelden aan te halen van den toestand waarin zijn gebracht verdienstelijke gewezen officieren van politie die, na eene lange en schitterende loopbaan, zich, op 't laatste van hun leven, in een allerneteligsten toestand bevonden en schier tot den bedelstaf waren gedoemd !

Derhalve mag het met reden verwondering baren, dat men niet reeds sedert lang aan deze nuttige ambtenaren een behoorlijken toestand bezorgde door hun in alle gemeenten waarborgen voor de toekomst te verzekeren. Hun ambt is afmattend, gevaarlijk vaak, namelijk bij volksoploopen of in tijd van nijverheidscrisis, bij brandrampen, overstroming, enz.

Het mag niet zijn, dat deze ambtenaren — zoo dikwijls verplicht hun leven te pand te stellen — zich moeten afvragen : « Wat zal er geworden van de weduwe en de weezen die ik zou achterlaten ? » Dat is lang niet aanmoedigend. En moed bezitten zij nochtans, want nooit zagen wij een hunner terugwijken voor plichtsvervulling.

Het gebeurt ook dat een achthbaar politieambtenaar, door ouderdom bezocht, ongeschikt wordt tot vervulling van zijn ambt. In het belang van den dienst zou hij moeten vervangen worden, maar toch deinst men terug voor deze noodzakelijkheid, om hem niet in behoeftigen toestand te brengen.

Vaak hebben politieofficiëren hunne bijdrage gestort om de weduwe van

een ambtgenoot te ondersteunen; zonder deze edelmoedige tusschenkomst, ware de weduwe in volstreekte armoede vervallen.

Mag deze toestand blijven voortduren, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, nu men zooveel belangstelling toont voor de werkende klasse en op 't oogenblik dat er sprake is van herinrichting der landelijke politie? Dat denken wij niet, en wij hebben het meeste vertrouwen in het onderzoek dat gij zult gelieven in te stellen, alsmede in uwe goedhartigheid en in uwe bezorgheid om de goede regeling van het bestuur.

Wij, zoo verkleefd aan 's lands belang, mogen wel kunnen zeggen dat wij zonen des Vaderlands zijn en dat het Vaderland voor ons en de onzen eene zorgvolle moeder zal wezen, die hare kinderen behoedt tegen gebrek, wanneer dezen haar alles hebben toegewijd wat men verwachten mag van een mensch en van een openbaar ambtenaar.

Het zij ons veroorloofd hier ten slotte bij te voegen, dat ter Kamervergadering van 5 Maart 1886, de heer Thonissen, de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken, reeds in beginsel eene centrale voorzorgskas aannam ten bate van de politiecommissarissen, hierop steunend, dat *politiecommissarissen niet uitsluitend gemeenteambtenaren zijn, maar inzonderheid rechterlijke ambtenaren, en dat de Staat voordeel heeft van de diensten die zij als zoodanig bewijzen.*

Wij zijn vast overtuigd dat wij ditmaal voldoening zullen erlangen, en wij bieden U, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, met de verzekering van onze groote erkentelijkheid, de uitdrukking onzer gevoelens van verkleefdheid aan.

Namens de Commissie :

De Commissarissen en Officieren van Politie,

POINBEUF, HENRY, HASTIR, BISET, GUILLAUME, BLAISE, GOFFIN, ROCHETTE

LEROY, KAISE, HUBOT, EVERAERTS,

BOUDART, DELOBBE, SOUPART, ROUSSEAU, MASSET, KIPS, ADAM. »

Ter vergaderingen van 28 Mei 1906 en van 16 December 1906, in antwoord op mijne vraag of de Regeering niet vanzins was eerlang eene pensioen- en onderstandskas in te stellen voor commissarissen en officieren van politie, gaf de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken het volgende antwoord : « Het opgeworpen vraagstuk vergt noodzakelijk wijzigingen in de organieke wet op de Spaarkas. De Regeering houdt zich daarmee bezig. »

In 1905 en in 1906, en laatstelijk, den 22ⁿ Januari 1905, antwoordde mij de achtbare Minister van Binnenlandsche Zaken op eene nieuwe vraag over hetzelfde onderwerp : « Het instellen van eene pensioenkas voor gemeentebeambten (met inbegrip van de politiebeambten), hunne weduwen en weezen strekt tot voorwerp eener studie, door de Regeering opgedragen

aan de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas. Eerst wanneer deze studie zal af zijn, zal het wellicht mogelijk wezen een ontwerp van wet tot instelling van dergelijke kas over te leggen. »

Doch jammer genoeg! ondanks den goeden wil, waarmede de Regeering is bezield, ondanks den arbeid, geleverd door de Algemeene Spaar- en Lijfrentekas, wachten wij nog steeds naar de oplossing van het vraagstuk; ja, men mag zeggen dat het geen stap vorderde. Intusschen blijven de commissarissen en officieren van politie verstoken van alle recht op pensioen, en komen zij te overlijden, vallen zij zelfs als slachtoffer van hun plicht, hunne weduwen en weezen kunnen pensioen noch onderstand erlangen.

Deze zoo jammerlijke als betreurenswaardige toestand behoort op te houden, te worden verholpen. Te dien einde hebben wij een wetsvoorstel ingediend, waarbij wordt ingesteld eene kas van voorzorg, pensioen en onderstand, ten bate van de commissarissen en officieren van politie.

Voorzeker bestaan er kassen van mutualiteiten; in een groot aantal steden en gemeenten werden reeds pensioen- en lijfrentekassen en kassen voor weduwen en weezen ingesteld, zooals blijkt uit de hieraan toegevoegde tabel; maar toch zijn er, volgens onze niet officieele ofschoon zoo veel mogelijk nauwkeurige inlichtingen, 276 officieren van politie, 688 agenten en 1,704 veldwachters, dus 2,467 politieambtenaren die niet zijn aangesloten bij eene pensioen- of lijfrentekas en wier vrouwen en kinderen geen recht hebben op een centiem onderstand of pensioen ingeval van overlijden dezer beambten.

En wat gebeurt er? Een aantal politiecommissarissen behouden hun ambt; ondanks gevorderden leeftijd of gebrekkelijkheid, omdat de gemeenten hun geen pensioen willen toekennen. Doorloopt de hieraan toegevoegde tabel *B*. Te Borgerhout (Antwerpen) moest de weduwe van een verdienstelijken politiecommissaris rondleurster worden om het bestaan voor haar en hare kinderen te verdienen! Ziehier een uittreksel uit een brief dien ik hier voor mij heb liggen: « De heer X... overleed te Borgerhout, den 14^e November 1884, op den leeftijd van 46 jaar, *waarvan twintig jaren* bij de politie als agent, officier en commissaris in werkelijken dienst te Borgerhout. De weduwe X..., van alle bestaanmiddelen verstoken, werd rondleurster, stootte haar wagentje voort door de straten der gemeente, verkocht hare waren aan de voorbijgangers of schelde aan de deuren om ze te verkoopen. Deze ongelukkige vrouw, uiterst eerbiedwaardig, verduurde menigmaal smaad vanwege hen die tijdens het leven van haren echtgenoot niet steeds van dezen verwierven wat hij niet toestaan kon, ofwel vanwege hen tegen wie eenige vervolging was ingesteld. »

Zoo werd gepensionneerd de weduwe van een politieofficier met 20 goede dienstjaren, bij gemis van eene onderstandskas voor weduwen en weezen!

Te Maldegem laat men in dienst tot 78 jaar een waardig politiecommissaris, omdat de gemeente hem geen pensioen wilde of, bij gebrek aan geldmiddelen, kon toestaan. Ziehier het uittreksel uit een brief, door den heer Procureur des

Konings te Gent gericht tot den heer Procureur-generaal bij het Hof van Beroep te Gent :

» De heer Z..., politiecommissaris te Maldegem, is een oud ambtenaar wiens loopbaan steeds onberispelijk was en over wiens ijver ik nooit hoorde klagen. Thans, geknakt door jaren en ziekte, kan hij zijn dienst niet langer waarnemen, ondanks al zijn goeden wil. Er dient trouwens te worden aange-merkt, dat Maldegem (in 1888) 8,700 inwoners telt, verspreid over 6,275 hectaren. Wat kan men, onder die omstandigheden, eischen van een ambtenaar van 78 jaar, lijdend aan eene slepende borstkwaal? Het uur van aftreden is voor den heer Z... geslagen; hij verdient eene rust waarnaar hij overigens tracht, mits de gemeente Maldegem rekening houdt met hare verplichtingen ten opzichte van haren bejaarden dienaar; die, zoolang hij in staat was dienst te doen, nooit zijne toewijding te zoeken liet. Eenige maanden nadien, verplichtte de Minister van Binnenlandsche Zaken, de heer De Volder, den gemeenteraad van Maldegem, op zijne begrooting jaarlijks eene som uit te trekken om den heer Z... tot onderstand te verstrekken, als pensioen voor de diensten bewezen tijdens zijne lange loopbaan. »

Deze brave politieofficier was 80 jaar oud en had geen recht op eenig pensioen.

Raadpleegt de hieraan toegevoegde tabel B, Mijne Heeren, dan zult gij zien hoeveel politieofficieren van 70 tot 85 jaar in dienst bleven, omdat zij geen pensioen hadden en niet genoeg bezaten om, na eene lange loopbaan, in hun ouden dag te bestaan. En dan wordt er geklaagd over de landelijke politie, over de politie in kleine steden! Doch bestaat er reden tot klagen, wanneer men politieofficieren van 75, 80 en 85 jaar in dienst behoudt, omdat men hun geen pensioen kan verleen!

Dergelijke toestand mag niet langer duren. Sedert jaren moest er, evenals voor de gemeentesecretarissen, eene centrale voorzorgs- en pensioenkas onder bescherming van den Staat bestaan. De waardigheid van het land, van de Kamers en van de Regeering vergt dat de noodige maatregelen worden genomen om te verhinderen dat weduwen van politiecommissarissen, gevallen op het veld van eer, van deur tot deur het brood voor zich en haar kroost moeten afbedelen, en om te vermijden dat politiecommissarissen van 70, 75, 80, 85 jaar bij gebrek aan pensioen hun ambt moeten blijven vervullen.

Met vertrouwen onderwerpen wij ons voorstel aan de Kamer, die, wij twijfelen er niet aan, het zich tot plicht zal aanrekenen het ten spoedigste goed te keuren. Zoo zal zij menschnievend en rechtvaardig handelen.

J. MAENHAUT.

Getalsterkte der politie in België

met opgave van het getal officieren, politieagenten en veldwachters die zijn aangesloten bij eene pensioen- en lijfrentekas, alsmede van hen die daarbij niet zijn aangesloten en die tegen hun ouden dag of tegen gebrekkelijkheden niet zijn verzekerd.

PROVINCE.	Aangesloten bij eene pensioen- en lijfrentekas.			Niet aangesloten bij eene pensioen- en lijfrentekas.			TOTALEN.			AANMERKINGEN.
	Officieren.	Politie-agenten.	Veldwachters.	Officieren.	Politie-agenten.	Veldwachters.	Officieren.	Politie-agenten.	Veldwachters.	
Brabant	140	1,238	410	44	95	"	181	1,333	410	In Brabant bestaat eene verplichte provinciale pensioenkas voor de veldwachters. Er bestaat eene gemeentelijke pensioenkas te Brussel, Curegem, Etterbeek, Iken, Leuven, Sint-Jans-Molenbeek, Sint-Gillis, Sint-Joost-ten-Node, Schaarbeek en Thienen.
Antwerpen	73	681	182	26	81	"	99	762	182	Er bestaat eene gemeentelijke pensioenkas te Antwerpen en te Mechelen.
West-Vlaanderen	48	188	277	17	52	"	65	240	277	Er bestaat sedert 1857 eene voor de veldwachters verplichte provinciale pensioenkas; de gemeenteraden deelen de andere bedieningen aan waarvan de inhuurissen verplicht zijn bij die kas te zijn aangesloten.
Oost-Vlaanderen	27	303	431	59	140	210	86	443	311	Er bestaat eene gemeentelijke pensioenkas te Brugge.
Henegouwe	20	116	6	91	77	631	111	193	637	Er bestaat eene provinciale pensioenkas. In 1801 gesticht, verplichtend voor de veldwachters heuuden de 40 jaar.
Luik	79	462	638	1	"	"	80	462	638	Er bestaat eene gemeentelijke pensioenkas te Gent.
Namen	12	46	4	17	8	427	29	54	431	Er bestaat sedert 1865 eene provinciale verordening, niet verplichtend voor gemeenten en belangen behoudend, om de aansluiting bij de Lijfrentekas onder Staatswaarborg gemakkelijker te maken.
Limburg	"	"	120	6	28	111	6	28	231	Er bestaat eene gemeentelijke pensioenkas te Bergen, Charleroi en Doornik.
Luxemburg	"	"	"	13	7	326	13	7	326	Sedert 1890 bestaat er eene provinciale pensioenkas; nagenoeg al de politiedienaars zijn er bij aangesloten, uitgezonderd die voor wie de gemeente weigert tusschen te komen.
TOTALEN	399	3,034	1,768	274	488	1,705	673	3,322	3,473	Er bestaat eene gemeentelijke pensioenkas te Luik en te Verviers.
									673	Er bestaat geen provinciale pensioenkas; niemand trekt er pensioen, tenzij te Namen en Dinant, waar eene gemeentelijke pensioenkas bestaat.
									7,668	Sedert 1902 bestaat er voor de veldwachters eene verplichte provinciale pensioenkas; het verleende pensioen is echter uiterst gering, en daar de kas nog niet lang geleden tot stand kwam, zijn de helft der politiedienaars of zij die meer dan 40 tot 45 jaar oud zijn, er niet bij aangesloten.
										Er bestaat in Luxemburg noch provinciale noch gemeentelijke pensioenkas hoegenaamd.
										P. S. — Ter uitzondering van de pensioenkas der steden Brussel, Leuven, Antwerpen, Brugge, Gent, Bergen, Charleroi, Luik, Namen en van de provinciale pensioenkas van West-Vlaanderen, welke dagteekenen van 1850 tot 1870, werden al de andere vóór zeer korten tijd opgericht; de oudste dagteekenen stichtes van 1810 tot 1898.

ALGEMEEN TOTAAL

Naamlijst van de politiecommissarissen in België

die in werkelijkten dienst werden behouden, bij gebrek aan pensioen, niettegenstaande hun gevorderden ouderdom of hunne gebrekkelijkteden, hen in de onmogelijkheid stellende hun ambt te vervullen.

[N° 55]

(8)

Volgnummer en nummer der stukken tot staving.	NAAM EN VOORNAAM.	DATUM		GEMEENTE waar zij hun ambt uitoefenden	AANMERKINGEN.
		van hunner geboorte	van hun afsterven of van hun ontslag.		
1	X...	25 October 1821.	48 Mei 1888.	Alh.	Vijf jaar lang gebrekkelijk; onbekwaam om zijn ambt uit te oefenen.
2	X...	28 Februari 1824.	»	Avelgem.	82 jaar oud. Nog in bediening.
3	X...	24 Februari 1858.	14 November 1896.	Rongelout.	De weduwe is verplicht geweest, het vernederend bedrijf van leunster uit te oefenen, om voor haar en hare kinderen een bestaan te vinden.
4	X...	15 Mei 1857.	15 Februari 1905.	Eigen-Brakel.	Twee jaar lang in de onmogelijkheid zijn ambt uit te oefenen wegens gebrekkelijkheid
5	X...	5 Maart 1817.	20 December 1887.	Bouillon.	Gebrekkelijk en in de onmogelijkheid zijn ambt uit te oefenen.
6	X...	6 Juni 1852.	»	Couillet.	74 jaar oud. Nog in bediening.
7	X...	7 September 1808.	11 Juni 1876.	Cruisbautein.	In bediening overleden op den leeftijd van 68 jaar, bij gebrek aan pensioen.
8	X...	»	»	Châtelainau.	Verscheidene jaren lang onbekwaam om zijn dienst te doen. In bediening overleden.
9	X...	14 Mei 1822.	15 Augustus 1901.	Chimay.	Jaren lang reeds onbekwaam om zijn ambt behoorlijk uit te oefenen, en uit menschelevenheid behouden; hij is overleden op den leeftijd van 79 jaar.
10	X...	6 November 1802.	24 December 1872.	Eekloo.	In bediening gebleven, alhoewel 74 jaar oud. Overleden in bediening bij gebrek aan pensioen
11	X...	24 December 1804.	2 Januari 1889.	Frameries.	In bediening overleden op den leeftijd van 85 jaar. Jaren lang reeds onbekwaam om zijn ambt uit te oefenen, wegens gebrekkelijkheid.
12	X...	26 April 1809.	5 Maart 1889.	Gosselies.	Onder dienst overleden. In bediening behouden niettegenstaande zijne gebrekkelijkheid waardoor hij belet was zijn ambt behoorlijk te vervullen.
13	X...	24 December 1805.	21 December 1885.	Ghlin.	In bediening overleden op den leeftijd van 80 jaar. Verscheidene jaren lang ziek.
14	X...	7 April 1845.	24 October 1905.	Houteng-Gorgnies.	Onder dienst overleden. In bediening behouden uit menschelevenheid bij gebrek aan pensioen
15	X...	29 September 1852.	21 December 1891.	Lessen.	Onder dienst vermoord. Zijne weduwe en weezen bekwamen geen pensioen toegestaan en bleven in elftende getimpeld
16	X...	12 December 1836.	1 Augustus 1889.	Sint-Pieters-Leeuw.	Op pensioen gesteld met een vierde 2 jaar wedde. Om reden van zijn hoogen ouderdom was hij onbekwaam zijn ambt nog uit te oefenen.

17	X...	14 Maart 1810.	15 October 1888.	Maldegem.	Ontslag verleend op den leeftijd van 78 jaar. Sedert jaren reeds onbekwaam om zijn ambt uit te oefenen.
18	X...	28 Mei 1828.	12 Januari 1892.	Marcinelle.	Ontslag verleend op den leeftijd van 70 jaar. Sedert eenige jaren verkeerde hij in de onmogelijkheid, zijn ambt uit te oefenen.
19	X...	5 Maart 1812.	3 December 1882.	Moorslede.	Onder dienst overleden. Sedert lang was hij in de onmogelijkheid, zijn ambt behoorlijk uit te oefenen.
20	X...	10 November 1819.	20 December 1902.	Sint-Jans-Molenbeek.	In bediening gebleven tot den leeftijd van 81 jaar. Dat zegt genoeg.
21	X...	22 Juli 1822.	31 Maart 1894.	Moescroen.	In pensioen gesteld op zijn 72 jaar.
22	X...	1 Maart 1818.	27 October 1885.	Paturages.	Onder dienst overleden. Verscheidene jaren lang onbekwaam om zijn ambt uit te oefenen. Werd in bediening behouden uit menschlievendheid.
23	X...	28 Augustus 1815.	1 Juli 1888.	Roux.	Ontslag verleend op den leeftijd van 75 jaar. Sedert meer dan vijf jaar was hij onbekwaam om zijn ambt uit te oefenen. Werd in bediening behouden uit menschlievendheid.
24	X...	2 Augustus 1818.	26 Juli 1898.	Ruisslede.	Onder dienst overleden op den leeftijd van 80 jaar. Dat zegt genoeg.
25	X...	2 Augustus 1794.	17 Maart 1881.	Somergem.	Onder dienst overleden op den leeftijd van 87 jaar. Ten gevolge van gebrekkelijke bediening verkeerde hij in de onmogelijkheid zijn ambt uit te oefenen.
26	X...	15 Maart 1838.	2 Maart 1875.	Sleidinge.	Onder dienst overleden na verscheidene jaren ziekte. In bediening behouden uit menschlievendheid bij gebrek aan pensioen.
27	X...	23 Augustus 1823.	1 December 1895.	Saint-Ghislain.	Onder dienst overleden boven de 70 jaar. Sedert verscheidene jaren gebrekkelijk en behouden uit menschlievendheid.
28	X...	23 Mei 1817.	27 November 1890.	Sint-Truiden.	Onder dienst overleden op den leeftijd van 73 jaar. In bediening behouden uit menschlievendheid niettegenstaande de volslagen ontreddering van den dienst.
29	X...	15 Maart 1842.	1 Juli 1884.	Temsche.	Ontslag verleend op den leeftijd van 72 jaar, wegens gebrekkelijkheid, met een pensioen van 1,000 frank.
30	X...	12 Juli 1824.	28 November 1891.	Wasmes.	Onder dienst overleden op den leeftijd van 67 jaar. Reeds sedert jaren was hij door zijn gebrekkelijkheid belet, zijn ambt behoorlijk uit te oefenen.
31	X...	Geboren in 1803.	17 Februari 1881.	Waarschoot.	Ontslag verleend op den leeftijd van 78 jaar, bij gebrek aan pensioen.
32	X...	18 October 1855.	19 Maart 1904.	Wijnijk.	Onder dienst overleden op den leeftijd van 71 jaar. Sedert jaren gebrekkelijk; daar hij geen ander bestaan bezat en geen pensioen kon bekomen, was hij gedwongen zijn ambt voort uit te oefenen.
33	X...	6 December 1815.	28 November 1886.	Oudenaarde.	Onder dienst overleden. Reeds verscheidene jaren gebrekkelijk en in bediening behouden uit menschlievendheid.
34	X...	Geboren in 1837.	»	Dampremy.	In bediening gebleven, daar hij geen pensioen genoot.
35	X...	Geboren in 1854.	»	Herve.	In bediening gebleven, daar hij geen ander bestaan had en de gemeente hem geen pensioen kon verleen.

BIJLAGE III.

Naamlijst der politieofficieren van België

thans in bediening, die 60 jaar oud zijn en daarboven.

VOLG- NUMMER.	NAAM EN VOORNAAM.	GEMEENTE waar zij hun ambt uitoefenen.	Aanmerkingen.
1	Compagnie, G.	Beaumont.	Er dient te worden aangemerkt dat al de politiecommissarissen, die te oud zijn of gebrekkelijk en onbekwaam om hun ambt behoorlijk te vervullen, voorkomen in kleine steden of in gemeenten; dat in bijna al deze plaatsen de commissarissen nagenoeg de eenige beambten van de werkelijke politie zijn, daar de politieagenten hunnen tijd besteden aan de talrijke bestuurszaken die thans zoo menigvuldig zijn. Iedereen kan zonder moeite beseffen welke de toestand is van dien politieofficier van 60, 70 of 75 jaar, tegenover een of meer wetsovertreders van 20 tot 40 jaar; zal hij onder die omstandigheden, zelfs bij dage, den strijd durven wagen? Hetzelfde kan worden gezegd wanneer eene misdaad of een wanbedrijf dient te worden vastgesteld op den buiten, op merkelijken afstand van de kom der gemeente, en er stappen en opsporingen moeten gedaan worden bij allerhande slecht weder. Het is dus onbetwistbaar dat in die steden en gemeenten de politiedienst nul en zonder eenig uitwerksel is.
2	Rousseau, A.	Châtelet.	
3	Vliebergh	Eernegem.	
4	Coten, J.	Hasselt.	
5	Jacobs, E.	Leuven.	
6	Wijckmans, L.	Morlanwelz-Mariemont.	
7	Cypers	Moll.	
8	Biset, H.	Monceau-sur-Sambre.	
9	Ertel	Nieuwpoort.	
10	Maris	Oostduinkerke.	
11	Tielkens, R.	Oostende.	
12	Henrion, L.	Rochefort.	
13	Veys, Ch.	Roeselaere.	
14	Leclercq, J.	Seraing-sur-Meuse.	
15	Gauthier, J.-B.	Sivry.	
16	Cruyssart, L.	Sint-Nicolaas.	
17	Hubot	Trazegnies.	
18	Van Hemelen	Ukkel.	
19	Vanderschaeghe	Wervik.	

Proposition de loi instituant une caisse de pension et de retraite pour les commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police, leurs veuves et orphelins.

ARTICLE PREMIER.

Il est institué une caisse de prévoyance, destinée à assurer des pensions et des secours aux commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police, à leurs veuves et à leurs orphelins.

La participation à cette caisse est obligatoire pour tous les commissaires, commissaires de police adjoints et fonctionnaires subalternes de la police, âgés de moins de 50 ans et qui ne contribuent pas à une caisse provinciale ou communale existant actuellement et subventionnée par les communes où ils exercent leurs fonctions.

La participation est facultative pour ceux âgés de 50 ans et plus et ceux qui se trouvent dans un des cas mentionnés ci-dessus. Pour jouir de ces avantages, ils doivent s'engager, dans les six premiers mois de l'organisation de la caisse centrale, à verser annuellement, outre la retenue prescrite au n° 1 de l'article 4, une somme équivalente à la part d'intervention communale, déterminée au n° 3 du même article 4.

Lorsque, au moment de la création de la caisse centrale de prévoyance ou de sa nomination, un commissaire,

Westvoorstel tot instelling van eene pensioenkas voor de politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie, de ondergeschikte politiebeambten, hunne weduwen en weezen.

ARTIKEL 1.

Er wordt eene voorzorgskas ingesteld tot het verzekeren van pensioen en van onderstand aan de politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie, de ondergeschikte politie-beambten, hunne weduwen en weezen.

De deelneming aan deze kas is verplicht voor al de politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie en de ondergeschikte politie-beambten die den leeftijd van 50 jaren niet hebben bereikt en niet storten in eene thans bestaande provinciale of gemeentelijke kas, ondersteund door de gemeenten waar zij hun ambt uitoefenen.

De deelneming is niet verplicht voor degenen, die den leeftijd van 50 jaren en meer hebben bereikt en voor degenen, die zich in een van bovengenoemde gevallen bevinden. Om van die voordeelen te genieten, moeten zij zich, binnen zes maanden na de inrichting der centrale kas, verbinden jaarlijks te storten, boven de afhouding bepaald in n° 1 van artikel 4, eene som gelijkstaande met het deel der bijdrage van de gemeente, zooals is bepaald in n° 3 van hetzelfde artikel 4.

Wanneer, op het oogenblik der instelling van de centrale voorzorgskas, of op dit zijner benoeming, een politie-

commissaire adjoint de police ou fonctionnaire subalterne de la police fait ou a fait partie de l'armée, de la gendarmerie ou du personnel d'une administration provinciale ou communale où il existe une caisse de pension et de retraite, il est admis à faire valoir, à charge de la caisse centrale, toutes les années de service passées dans ces diverses administrations.

Les droits des affiliés aux dites caisses de pension seront régularisés et leurs comptes liquidés et versés dans la caisse centrale, à condition formelle d'en transmettre au Gouvernement la déclaration écrite avant l'expiration du premier semestre et de s'obliger, le cas échéant, à subir pour chaque année rétroactive une retenue égale à la différence en moins à laquelle son traitement aurait été précédemment assujéti dans lesdites administrations.

ART. 2.

Le Gouvernement a la direction générale de la caisse.

Il en place les fonds en rentes sur l'État ou en obligations du Trésor.

La députation permanente est chargée, dans chaque province, de veiller à ce que les retenues et les versements se fassent régulièrement et en temps utile.

ART. 3.

Les pensions et secours sont accordés par arrêté royal, la Députation permanente et le conseil communal préalable-ment entendus.

commissaris, een adjunct-commissaris van politie of een ondergeschikt politie-beambte deel uitmaakt of deel heeft uitgemaakt van het leger, van de gendarmerie of van het personeel van een provinciaal bestuur of van een gemeentebestuur, waar eene pensioenkas bestaat, mag hij, ten laste van de centrale kas, al de dienstjaren doen gelden die hij in deze verschillende besturen heeft doorgebracht.

De rechten van degenen, die bij genoemde pensioenkassen zijn aangesloten, worden geregeld en hunne rekeningen aangezuiverd en de gelden gestort in de centrale kas, op uitdrukkelijke voorwaarde dat daarvan de schriftelijke aangifte, vóór het einde van het eerste halfjaar, worde gestuurd aan de Regeering en de belanghebbenden zich, bij voorkomend geval, verbinden tot het laten afhouden, voor elk vroeger jaar, van eene som gelijk aan het afgetrokken verschil waaraan hunne wedde voorgaandelijk onderhevig ware geweest bij gezegde besturen.

ART. 2.

Het algemeen bestuur der kas hoort aan de Regeering toe.

Zij belegt de fondsen in Staatsrenten of in schuldbrieven van de Schatkist.

In elke provincie zorgt de bestendige deputatie er voor, dat de afhoudingen en de stortingen regelmatig en ten behoorlijke tijde geschieden.

ART. 3.

De pensioenen en de hulpgelden worden bij koninklijk besluit verleend, de bestendige deputatie en den gemeenteraad vooraf gehoord.

ART. 4.

Les ressources ordinaires de la caisse consistent en :

1^{re} Une retenue de 4 % à opérer sur le traitement des commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police participants et qui touchent, émoluments compris, moins de 3,000 francs par an.

4.50 % pour ceux qui touchent 3,000 francs et au delà; 5 % pour ceux qui touchent 4,000 francs et au delà.

2^o La retenue du premier mois de traitement du participant qui est nouvellement nommé dans une commune, le premier mois de toute augmentation de traitement, les vacances d'emplois et le produit des punitions disciplinaires.

3^o Un subside des communes qui n'interviennent actuellement dans aucune caisse de prévoyance, égal à 4 % du traitement que chacune d'elle alloue pour l'emploi de commissaire ou commissaire adjoint de police ou fonctionnaire subalterne de la police, à porter annuellement à leurs budgets;

4^o Un subside annuel de l'État, égal à 2 % de la somme totale des traitements des commissaires et commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police du Royaume participant à la caisse centrale;

5^o Un subside de toutes les provinces, égal à 1 % des traitements de leurs commissaires et commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police du Royaume participant à la caisse centrale, à porter annuellement à leurs budgets.

ART. 4.

De gewone middelen van de kas bestaan uit :

1^{re} Eene korting van 4 t. h. op de jaarwedde van de algemeene politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie en ondergeschikte politie-beambten die, bijwinsten medegerekend, minder dan 3,000 frank per jaar trekken.

4.50 t. h. voor hen, die 3,000 frank trekken en daarboven; 5 t. h. voor hen, die 4,000 frank trekken en daarboven.

2^o De korting op de eerste maand jaarwedde van den deelnemer die pas in eene gemeente is benoemd, de eerste maand van elke verhooging van jaarwedde, het onbezet zijn van plaatsen en de opbrengst van tuchtstraffen.

3^o Eene toelage van de gemeenten, gelijk aan 4 t. h. van de jaarwedden die zij aan haren politie-commissaris, adjunct-commissaris van politie en ondergeschikte politie-beambte toekennen en op hare jaarlijksche begrootingen te brengen, voor zooveel zij op dit oogenblik in geene andere voorzorgskas ten bate van deze ambtenaren tusschenkomen;

4^o Eene jaarlijksche toelage van den Staat, gelijk aan 2 t. h. der totale som van de jaarwedde der politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie en ondergeschikte beampten van de politie des Rijks, aan de centrale kas deelnemende;

5^o Eene toelage van al de provinciën, gelijk aan 1 t. h. van de jaarwedde hunner politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie en ondergeschikte beampten van de politie des Rijks, aan de centrale kas deelnemende, te brengen op hunne jaarlijksche begrootingen.

ART. 5.

Les retenues opérées restent acquises à la caisse.

En cas de suppression de l'emploi, elles sont restituées au titulaire qui en fait la demande.

ART. 6.

Si les ressources de la caisse sont reconnues insuffisantes, ou s'il est constaté qu'elles excèdent le capital indispensable pour mettre les participants à l'abri de toute perte, les retenues annuelles peuvent être augmentées ou réduites par arrêté royal, pris sur l'avis des députations permanentes; mais les subventions des communes, de l'État et des provinces restent invariablement fixées aux taux respectifs déterminés par la présente loi.

Dans aucun cas, les retenues sur les traitements ne peuvent dépasser 5 %, 5,50 % ou 6 %, suivant les distinctions établies au n^o 1 de l'article 4.

ART. 7.

Ont droit à la pension :

1^o Les commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires adjoints de la police agés de 60 ans révolus comptant trente ans de service et qui, pendant ce laps de temps, ont participé à la caisse ;

2^o Les commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires adjoints de la police, quel que soit leur âge, ayant participé pendant dix ans au moins à la caisse, lorsque leur place est supprimée, ou qu'ils se trouvent pour

ART. 5.

De eenmaal gedane stortingen blijven de kas toebehooren.

Ingeval van afschaffing van betrekking, worden zij aan den storter, die dit aanvraagt, terugbetaald.

ART. 6.

Worden de middelen der kas ontoereikend bevonden, of is het bewezen dat zij het kapitaal overschrijden, noodzakelijk vereischt om de deelnemers tegen elk verlies te vrijwaren, dan kunnen de jaarlijksche bijdragen worden verhoogd of verminderd bij koninklijk besluit, genomen op advies van de bestendige deputatiën; doch de toelagen van de gemeenten, van den Staat en van de provinciën blijven onveranderlijk bepaald op het voor elk hunner bij deze wet vastgesteld bedrag.

In geen geval mogen de kortingen op de jaarwedden te boven gaan 5 %, 5,50 % of 6 %, volgens het onderscheid gemaakt in n^o 1 van artikel 4.

ART. 7.

Hebben recht op pensioen :

1^o De politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie en de ondergeschikte politie-beambten die den vollen leeftijd van 60 jaren hebben bereikt, meer dan dertig jaren dienst tellen en, gedurende dat tijdsverloop, hebben deel genomen aan de kas ;

2^o De politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie en de ondergeschikte politie-beambten die, welke ook hun ouderdom zij, gedurende tien jaren hebben deel genomen aan de kas, indien hunne betrekking

toujours, par suite d'infirmité dans l'impossibilité de remplir leurs fonctions.

Dans ces cas, ils auront droit à $\frac{1}{4}$ de leur traitement augmenté de $\frac{1}{55}$ par année de service au delà de cinq ou dix ans.

La condition de dix années est réduite à cinq si les infirmités dont le commissaire, le commissaire adjoint de police ou les fonctionnaires subalternes de la police sont atteints proviennent de l'exercice de ses fonctions; aucune durée de participation n'est même fixée si le commissaire, le commissaire adjoint de police ou les fonctionnaires subalternes de la police ont été mis dans l'impossibilité de continuer ses fonctions ou de les reprendre, par suite de blessures ou d'accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

Dans ces cas, ils auront droit à une pension égale à la moitié de leur traitement ou pourront faire valoir vingt-cinq ou trente années de service, à raison de $\frac{1}{55}$ de leur traitement par année de service; .

3^o Les veuves des commissaires, commissaires adjoints de police et fonctionnaires subalternes de la police décédés après cinq années de participation à la caisse lorsque leur mariage a duré au moins trois ans, ou lorsqu'il existe, soit un, soit plusieurs enfants issus de ce mariage;

4^o Les enfants mineurs, légitimes ou légitimés, orphelins de père et de mère, lorsque le commissaire, le commissaire adjoint de police ou les fonctionnaires subalternes de la police sont décédés après cinq ans de participation à la caisse.

Les veuves et orphelins du partici-

wordt afgeschaft of indien zij, ten gevolge van gebrekkelijkheid, voor altijd in de onmogelijkheid verkeerden hun ambt waar te nemen.

In die gevallen hebben zij recht op $\frac{1}{4}$ van hunne wedde, verhoogd met $\frac{1}{55}$ per jaar dienst boven de vijf of tien jaren.

Het beding van tien jaren wordt verminderd tot vijf, indien de gebrekkelijkheid, waarmede de politie-commissaris, de adjunct-commissaris of de ondergeschikte politie-beambten behept zijn, het gevolg is van de uitoefening van hunne betrekking; zelfs wordt geen duur van deelneming bepaald, indien de politie-commissaris, de adjunct-commissaris van politie of de ondergeschikte politie-beambten in de onmogelijkheid zijn gesteld hun ambt voort te zetten of het te hervatten ten gevolge van verwondingen of ongevallen voorgekomen bij het uitoefenen of naar aanleiding van het uitoefenen van hun ambt.

In deze gevallen hebben zij recht op een pensioen gelijk aan de helft van hunne wedde, of kunnen zij vijf en twintig of dertig jaren dienst doen gelden, in evenredigheid van $\frac{1}{55}$ van hunne wedde per dienstjaar;

3^o De weduwen der politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie en ondergeschikte politie-beambten die zijn overleden na vijf jaren deelneming aan de kas, wanneer hun huwelijk een duur had van ten minste drie jaren, of wanneer er bestaan één of meer kinderen, uit dat huwelijk geboren;

4^o De minderjarige kinderen, wettige of onwettige, die beide ouders hebben verloren, wanneer de politie-commissaris, de adjunct-commissaris van politie of de ondergeschikte politie-beambten zijn overleden na vijf jaren deelneming aan de kas.

De weduwen en weezen van den deel-

pant qui aura péri par suite de blessures reçues, ou d'accidents survenus dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de ses fonctions, auront droit à la moitié de la pension du participant, calculée à raison de vingt-cinq ou trente années de service, indépendamment de toute durée de la participation ou de mariage du défunt.

ART. 8.

Les pensions des participants sont liquidées à raison, pour chaque année de contribution à la caisse, de $\frac{1}{55}$ de la moyenne du traitement qui a été assujéti à la retenue annuelle pendant les cinq dernières années.

ART. 9.

Les pensions des veuves sont fixées d'après les bases suivantes :

1° Pour la veuve du participant décédé sans laisser d'enfant mineur, la moitié de la pension à laquelle son mari aurait eu droit au moment de son décès, ou la moitié de la pension liquidée si le mari est mort pensionné;

2° Pour la veuve qui a un ou plusieurs enfants mineurs issus de son mariage avec le participant, la même pension augmentée d'un sixième à raison de chaque enfant, tant qu'il n'a pas accompli sa dix-huitième année. Toutefois, la pension de la veuve ne peut en aucun cas être portée à un taux plus élevé que celle du mari.

La pension de la veuve qui se remarie

nemer die sterft tengevolge van verwondingen welke hij heeft ontvangen of van ongevallen hem overkomen bij de uitoefening of naar aanleiding van zijn ambt, hebben recht op de helft van het pensioen van den deelnemer, berekend naar evenredigheid van vijf en twintig of dertig jaren dienst, buiten elken duur van de deelneming of van het huwelijk van den overledene.

ART. 8.

De pensioenen der deelnemers worden bepaald, voor elk jaar deelneming aan de kas, naar evenredigheid van $\frac{1}{55}$ van het gemiddeld bedrag der jaarwedde die, gedurende de laatste vijf jaren, aan de jaarlijksche afhouding was onderworpen.

ART. 9.

De pensioenen der weduwen worden naar de volgende grondslagen vastgesteld :

1° Voor de weduwe van den deelnemer die is overleden zonder een minderjarig kind na te laten : de helft van het pensioen waarop haar echtgenoot recht zou hebben gehad op 't oogenblik van zijn overlijden, of de helft van het uitgekeerd pensioen indien de echtgenoot is overleden nadat hij op pensioen werd gesteld ;

2° Voor de weduwe, die één of meer minderjarige kinderen heeft, uit haar huwelijk met den deelnemer geboren, hetzelfde pensioen, verhoogd met een zesde voor elk kind, zoolang het niet zijn volle achttiende jaar heeft bereikt. Echter kan het pensioen der weduwe in geen geval worden gebracht op een hooger bedrag dan dit van den man.

Het pensioen van de weduwe, die

est réduite de moitié si elle n'a pas d'enfants de son mariage avec le participant, ou si ses enfants sont majeurs. La pension cesse entièrement si la veuve a un ou plusieurs enfants mineurs, et dans ce cas ceux-ci ont droit à la pension comme s'ils étaient orphelins de père et de mère.

ART. 10.

La pension des orphelins du participant se répartit entre eux sans distinction de lits et est fixée d'après les bases suivantes :

- 1^o Pour un orphelin seul, le tiers de la pension du père;
- 2^o Pour deux orphelins, la moitié;
- 3^o Pour trois orphelins, les trois quarts;
- 4^o Pour quatre orphelins et au delà, la totalité.

Si le père n'était pas pensionné, la pension des orphelins sera liquidée d'après les bases établies à l'article 9 et répartie dans la proportion ci-dessus indiquée.

ART. 11.

Lorsqu'un orphelin pensionné meurt ou lorsqu'il accomplit sa dix-huitième année, la pension des orphelins restants est révisée, conformément à l'article précédent.

ART. 12.

Lorsqu'un commissaire, commissaire adjoint de police ou fonctionnaire subalterne de la police meurt laissant des orphelins issus d'un premier mariage et

hertrouwt, wordt met de helft verminderd indien zij uit haar huwelijk met den deelnemer geene kinderen heeft, of indien hare kinderen meerderjarig zijn. Het pensioen houdt geheel op, indien de weduwe één of meer minderjarige kinderen heeft en, in dit geval, hebben dezen recht op het pensioen als waren zij vader- en moederloos.

ART. 10.

Het pensioen der weezen van den deelnemer wordt, zonder onderscheid van huwelijk, onder hen verdeeld en vastgesteld naar de volgende grondslagen :

- 1^o Voor een eenige wees : het derde van het pensioen van den vader;
- 2^o Voor twee weezen : de helft;
- 3^o Voor drie weezen : de drie vierden;
- 4^o Voor vier weezen en meer : het gansche pensioen.

Was de vader niet op pensioen gesteld, dan wordt het pensioen der weezen bepaald naar de grondslagen vastgesteld in artikel 9 en verdeeld naar de hierboven aangeduide verhouding.

ART. 11.

Wanneer eene pensioengenietende wees sterft of zijn volle achttiende jaar bereikt, wordt het pensioen der overblijvende weezen herzien, overeenkomstig het vorig artikel.

ART. 12.

Wanneer een politie-commissaris, een adjunct-commissaris van politie of een ondergeschikte politie-beambte sterft, nalatende weezen uit een eerste huwe-

une veuve, la moitié de la pension de cette dernière leur est attribuée.

Après sa mort, la répartition se fait, s'il y a lieu, entre les orphelins des deux lits, d'après l'article 11.

ART. 13.

Aucune pension ne peut excéder les trois quarts de la somme qui a servi de base à la liquidation.

ART. 14.

N'ont aucun droit à la pension :

1^o La femme divorcée;

2^o Celle qui épouse un commissaire, un commissaire adjoint de police pensionné ou un fonctionnaire subalterne de la police pensionné;

3^o Les enfants issus du mariage contracté par le père après sa mise à la retraite.

ART. 15.

La démission ou la révocation d'un commissaire, commissaire adjoint de police ou un fonctionnaire subalterne de la police le prive de ses droits à la pension dans la commune où il exerçait son emploi.

Toutefois, le commissaire, commissaire adjoint de police ou le fonctionnaire subalterne de la police démissionnaire, révoqué, ou dont l'emploi aurait été supprimé, peut être autorisé à conserver les titres qu'il avait acquis, en souscrivant, dans les six mois, l'engagement de continuer à acquitter

liq. geboren en eene weduwe, wordt hun de helft van het pensioen van laatstgenoemde toegekend.

Na haren dood, geschiedt de verdeling, indien er grond voor is, onder de weezen der twee huwelijken, ingevolge artikel 11.

ART. 13.

Geen pensioen mag de drie vierden van de som, tot grondslag aan de uitkeering dienende, te boven gaan.

ART. 14.

Hebben geen recht op pensioen :

1^o De uit den echt gescheiden vrouw;

2^o De vrouw die een huwelijk aangaat met een op pensioen gesteld politie-commissaris, adjunct-commissaris van politie of ondergeschikt politie-beambte;

3^o De kinderen, geboren uit een huwelijk door den vader aangegaan nadat hij op pensioen was gesteld.

ART. 15.

Het ontslag of de afzetting van een politie-commissaris, van een adjunct-commissaris van politie of van een ondergeschikt politie-beambte berooft hem van zijne rechten op pensioen in de gemeente waar hij zijn ambt uitoefende.

Echter kan de politie-commissaris, de adjunct-commissaris van politie of de ondergeschikte politie-beambte, die zijn ontslag nam, die werd afgezet of wiens ambt werd afgeschaft, worden gemachtigd zijne verworven rechten te behouden door, binnen zes maanden, de verbintenis aan te gaan jaarlijks te

annuellement une somme égale à la retenue ordinaire qu'il subissait en dernier lieu. En cas d'inexécution de cette obligation, l'autorisation est annulée, et les sommes antérieurement versées restent acquises à la caisse.

La demande d'autorisation sera adressée à la députation permanente, qui statuera, le Conseil communal entendu.

Dans aucun cas, cette pension ne pourra être supérieure à celle qui serait attribuée au commissaire ou commissaire adjoint de police ou fonctionnaire subalterne de police, à raison de trente années de service.

ART. 16.

La condamnation à une peine infamante emporte la déchéance de la pension ou du droit à l'obtenir.

La pension sera accordée ou rétablie en cas de réhabilitation du condamné; elle pourra l'être en cas de grâce, le tout sans rappel pour les quartiers échus.

Dans le cas prévu par le § 1^{er}, la femme et les enfants mineurs du condamné auront droit à une pension équivalente à celle qu'ils auraient reçue de la caisse si le condamné était décédé. Cette pension cessera si le condamné en obtient une, ou le rétablissement de celle dont il jouissait avant sa condamnation.

ART. 17.

Les pensions ou les quartiers de pensions ne peuvent être saisis ou cédés

blijven storten eene som gelijk aan de gewone afhouding hem in den laatsten tijd opgelegd. Ingeval van niet-uitvoering van deze verplichting, wordt de machtiging ingetrokken en de vroeger gestorte sommen blijven aan de kas toebehooren.

De aanvraag om machtiging wordt gericht tot de bestendige deputatie; deze doet uitspraak, den gemeenteraad gehoord.

In geen geval mag dat pensioen hooger gaan dan het pensioen aan den politie-commissaris, den adjunct-commissaris van politie of den ondergeschikten politie-beambte toegekend naar evenredigheid van dertig jaren dienst.

ART. 16.

De veroordeeling tot eene onteerende straf heeft ten gevolge de vervallenverklaring van het pensioen of van het recht een pensioen te bekomen.

Ingeval de veroordeelde weer in eer en rechten is hersteld, wordt het pensioen verleend of opnieuw toegekend; dat kan eveneens geschieden in geval van genade, dit alles zonder de verschenen termijnen te kunnen vorderen.

In het geval voorzien bij het 1^o lid, hebben de vrouw en de minderjarige kinderen van den veroordeelde recht op een pensioen gelijk aan het pensioen dat zij van de kas zouden gekregen hebben indien de veroordeelde was overleden. Dit pensioen houdt op, indien de veroordeelde er een bekomt of opnieuw bekomt het pensioen dat hij vóór zijne veroordeeling genoot.

ART. 17.

De pensioenen of de termijnen van pensioen mogen slechts in beslag wor-

que jusqu'à concurrence d'un tiers pour les causes exprimées aux articles 203, 205, 206 et 214 du Code civil.

Art. 18.

Des secours temporaires, dont la durée ne dépassera pas cinq ans, peuvent être accordés, par arrêté royal, dans des cas graves et exceptionnels, à des commissaires, commissaires adjoints de police, fonctionnaires subalternes de la police, veuves ou orphelins non pensionnés, sans qu'ils puissent être supérieurs à la pension qui leur serait respectivement attribuée à raison de vingt années de service.

Art. 19.

Les commissaires, commissaires adjoints de police ou fonctionnaires subalternes de la police en fonctions, affiliés à la caisse centrale dès le début de son organisation, sont admis à faire valoir, jusqu'à concurrence de quinze années, leurs services antérieurs accomplis dans la police, gendarmerie ou autres services publics, à la condition formelle d'en transmettre au Gouvernement la déclaration écrite avant l'expiration du premier semestre, et de s'obliger à subir, pour chaque année rétroactive, une retenue fixée au n° 1 de l'article 4, calculée sur le traitement dont ils jouissaient au moment de la déclaration.

Le montant de ce qui sera dû de ce chef sera prélevé successivement, en ajoutant à chaque retenue ordinaire une seconde retenue de 4 % calculée pour services antérieurs, conformément au § 1^{er}.

den genomen of afgestaan tot het bedrag van een derde, wegens de oorzaken opgegeven in de artikelen 203, 205, 206 en 214 van het Burgerlijk Wetboek.

Art. 18.

Tijdelijke onderstand, waarvan de duur vijf jaren niet mag overschrijden, kan, bij koninklijk besluit, in ernstige en uitzonderlijke gevallen, worden verleend aan niet-gepensioneerde politie-commissarissen, adjunct-commissarissen van politie, ondergeschikte politie-beambten, weduwen of wezen, zonder dat die onderstand hooger moge gaan dan het pensioen dat hun onderscheidenlijk zou worden toegekend naar evenredigheid van twintig jaren dienst.

Art. 19.

De politie-commissarissen, de adjunct-commissarissen van politie of de ondergeschikte politiebeambten die bij de centrale kas zijn aangesloten sedert het begin harer inrichting, mogen doen gelden, voor een tijdsverloop van vijftien jaren, hunne vroegere diensten bij de politie, de gendarmerie of andere openbare instellingen, op uitdrukkelijke voorwaarde dat de schriftelijke aangifte daarvan, vóór het einde van het eerste halfjaar, worde gestuurd aan de Regeering en dat de belanghebbenden zich verbinden tot het laten afhouden, voor elk vroeger jaar, van het percent bepaald in n° 1 van artikel 4, berekend naar de jaarwedde door hen genoten op 't oogenblik der aangifte.

Het bedrag van het uit dien hoofde verschuldigde wordt achterevolgens afgehouden, terwijl men bij elke gewone afhouding eene tweede afhouding van 4 t. h. voegt, berekend, voor vroegere diensten, overeenkomstig het eerste lid.

Il est libre aux commissaires, commissaires adjoints de police ou fonctionnaires subalternes de la police, de payer, soit immédiatement, soit en cumulant plusieurs années, soit par année, le montant des retenues pour les quinze années de services antérieurs,

Si, au moment où la pension doit prendre cours, les redevances des quinze années ne sont pas entièrement acquittées, elles peuvent l'être en une fois ou successivement, et les redevances acquittées entrent seules en ligne de compte pour déterminer le nombre des années de service et le taux de la pension.

Si les redevances encore dues ne sont acquittées que postérieurement à la première liquidation de la pension, une nouvelle liquidation n'aura lieu qu'après le paiement intégral de toutes les redevances.

ART. 20.

Une somme de 20,000 à 25,000 francs est attribuée à la caisse centrale à titre de dotation.

ART. 21.

Il sera pris par arrêté royal, en exécution et en conformité de la présente loi, toutes les dispositions complémentaires qu'exigent l'organisation et le service de la caisse centrale.

Le même arrêté fixera la date du commencement de ces opérations.

Het staat den politie-commissarissen, den adjunct-commissarissen van politie of den ondergeschikte politie-beambten vrij te betalen, hetzij onmiddellijk, hetzij verscheidene jaren samenvoegende, hetzij per jaar, het bedrag van de afhoudingen voor de vijftien jaren vroegere diensten.

Indien, op het oogenblik dat het pensioen een aanvang moet nemen, de stortingen voor de vijftien jaren niet volkomen gedaan zijn, dan mogen zij ineens of achtereenvolgens geschieden, en de gedane stortingen komen alleen in aanmerking tot het bepalen van het getal dienstjaren en van het bedrag van het pensioen.

Worden de verschuldigde sommen slechts bij de eerste uitkeering van het pensioen gestort, dan wordt met eene nieuwe uitkeering gewacht tot dat de geheele storting van het verschuldigde heeft plaats gehad.

ART. 20.

Aan de centrale kas wordt, als dotation, eene som van 20,000 tot 25,000 frank toegekend.

ART. 21.

Ter uitvoering van en overeenkomstig deze wet zal een koninklijk besluit al de aanvullende maatregelen nemen tot inrichting en werking van de centrale kas.

Hetzelfde besluit bepaalt den dag waarop deze verrichtingen een aanvang nemen.

JULES MAENHAUT.